

PAGES 10 A 15

Projet

de programme

du P.C.M.L.

No 1217 - du 18 au 24 septembre 1980 - 4,00 F

l'humanité rouge
organe central du **PCML**

DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

**70 LICENCIEMENTS
TOUTES
LES HEURES !**



ABONNEMENT SPECIAL CONGRES

A l'occasion de la discussion préparatoire au 4^e Congrès du PCML un tarif spécial d'abonnement vous est proposé : 4 mois pour 50 francs (octobre, novembre, décembre, janvier) Abonnez-vous, abonnez vos amis !

S'abonner, un moyen pratique pour avoir le journal

Pourquoi garder pour vous ce qui intéresse tout le monde ...
FAITES LE 205.51.10

l'humanité rouge

1 mois : 15F Soutien : 25F

3 mois : 45F Soutien : 90F

6 mois : 90F Soutien : 150F

DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

En toute franchise

Tranche de vie

Quelques maisons isolées dans un petit coin du Bourbonnais, non loin de Moulins-sur-Allier. Il s'agit de bâtisses solides, trapues, aux murs de pierre de taille, capables de résister à tout. Les intempéries n'ont réussi, au fil des ans, qu'à éroder de place en place le crépis.

Là, vivent des gens qui ressemblent à leurs bâtisses, capables de résister à tous les coups durs. Et du courage, depuis leur prime jeunesse, il leur en a fallu, car la vie ne les a pas épargnés. La vie, dis-je, mais c'est système capitaliste qu'il faut lire.

Paysans pauvres, ils se sont battus toute leur vie pour boucler des mois interminables. L'homme travaillant dur sa terre, ses presque 4 hectares qu'il fallait rendre productifs au maximum pour vivre un minimum. La femme s'occupant du bétail, deux vaches, trois ou quatre porcs, deux chèvres et quelques volailles. Tous les deux toujours levés aux aurores et couchés tard. Il y avait tant de chose à faire entre la première traite du matin et le lait du soir à écrémer.

De plus, à cette époque, il y avait quatre gosses à la maison, et ce n'était pas une

mince affaire de satisfaire ce petit monde.

Et puis, malgré tout ce travail, l'argent qui manquait, ce dernier billet qu'il fallait faire durer une semaine, deux, voire plus. Et les dettes qui s'accumulaient chez l'épicier, seul marchand ambulant qui daignait encore s'arrêter chez eux.

Heureusement, le veau ou les cochons seraient bientôt bons à vendre, cela permettrait de régler les dettes et de tenir encore quelques mois, jusqu'à la vente de quelques boisseaux de blé.

Le veau était vendu, 1000, 1500 francs dans le meilleur des cas et cette somme durait deux mois, trois mois. Des trois ou quatre cochons on tirait à peu près la même somme, encore trois mois de gagnés. Rien à voir avec la vie au rythme des saisons.

Mais quelques fois, survenait le coup dur, le gros coup dur qui balayait plusieurs mois de travail d'un seul coup. Le veau qui crevait pratiquement bon à vendre, parce que faute d'argent on n'avait pas pu faire venir le vétérinaire. Les porcs qui mourraient subitement de quelque maladie maligne. Une année, ô combien funeste : à quelques semaines d'intervalles, le veau et les cochons crevaient et la grêle ravageait les récoltes, de quoi crier au mauvais sort.

Alors la bourse restait

plate, et quatre gamins pleins de vie, réclamaient, malgré tout, chaque jour leur nourriture. Et ils l'avaient, sans rien réclamer, sans même s'apercevoir de cette misère.

L'homme allait se louer à droite ou à gauche, suivant le travail, dans une ferme ou une autre, travaillant pour Monsieur De truc ou De machin, qui faisaient encore la loi dans la région, comme au bon vieux temps de la royauté, allant même, par le biais de l'Eglise, jusqu'à se mêler de l'éducation des gamins.

Durant ce temps, la femme tenait de son mieux la ferme, silhouette grise et frêle au milieu des champs.

Vous allez dire, c'est du Zola, ce qu'il nous conte là. C'était bon au siècle dernier, une telle vie. Que nenni !, ni Zola, ni siècle dernier. Cela ne remonte qu'à quelques années à peine, 1960-65 pour être plus précis. Un petit bout de XIX^e siècle perdu dans notre siècle de lumière et de bruit.

Et combien de gens vivaient-ils ainsi à l'époque, combien en existent-ils encore aujourd'hui ?

Les villages désertés, les fermes abandonnées qui tombent en ruines sont là, autant de plaies ouvertes qui témoignent des misères passées, de gens obligés de partir car leur « pays » ne pouvait plus les nourrir. Autant

de crimes commis par un capitalisme qui ne s'embarasse pas de vaines fioritures avec les petites gens.

Gamin, j'ai vécu avec ces petites gens. J'ai appris à les connaître, à apprécier leur droiture et leur simplicité, leur courage et leur ténacité. Jamais, malgré la dureté des temps, je n'ai manqué de quoi que ce soit et jamais je ne m'aperçus de leur désarroi face aux nombreux coups durs. Et je m'étonnais des grands coups de colère qui les soulevaient, maudissant le ciel de les avoir mis sur cette terre de souffrance et de misère. Je m'étonnais les jours, où la coupe débordant, le père cherchait refuge dans le vin.

Il m'a fallu attendre plusieurs années pour comprendre. Les trop rares moments que je passe auprès d'eux, nous en parlons et c'est pour moi une immense leçon de courage.

Aujourd'hui, ils sont à la retraite, une bien mince retraite pour tant d'années de labeur. Mais disent-ils : « On se trouve heureux, par rapport à cette époque. Bien sûr il ne faut pas faire d'extra. Mais au moins, notre retraite c'est un revenu assuré. Ça tombe tous les trois mois ».

Pendant ce temps, y'en a qui jonglent avec des milliards.

A.Z

Et après Fiat ?

Les nuages s'accumulent pour les travailleurs de l'automobile. L'orage approche. Ce qui, chez nous, n'est encore qu'à l'état de menace, est déjà devenu réalité dans plusieurs autres pays. Après les dizaines de milliers de licenciements aux USA, où un ouvrier de l'automobile sur trois est chômeur, en Grande-Bretagne, en Allemagne, la direction de Fiat vient d'annoncer le licenciement de 15000 ouvriers de Turin.

Les travailleurs de l'automobile seront-ils épargnés en France ? Il serait illusoire de le croire.

On assiste actuellement au début d'une gigantesque bagarre entre les grands fauves mondiaux de l'automobile. La lutte pour les marchés devient de plus en plus acharnée. Les monopoles japonais sont, pour le moment, les grands gagnants de cette foire d'empoigne. Ils ont réalisé une percée considérable sur les marchés américain et européen.

Dans cette situation, la poignée de monopoles d'envergure mondiale se restructurent pour faire face à la concurrence et renforcer leurs positions. Les méthodes sont connues : concentration de la production, mécanisation. Toutes choses qui se traduisent par une augmentation de la productivité et des licenciements.

L'opération est largement entamée dans d'autres pays. En France, les travailleurs des entreprises de sous-traitance automobile sont déjà frappés de plein fouet. C'est ainsi que 800 travailleurs de l'usine Maglum viennent d'être licenciés.

On peut penser que les travailleurs de Peugeot-Citroën seront parmi les premiers touchés. Au cours des huit premiers mois de 1980, les ventes de Peugeot ont en effet baissé de 20,6%. Renault par contre, continue à progresser et, au cours de la même période, ses ventes ont augmenté de 10,8%.

La question qu'il faut se poser aujourd'hui n'est pas de savoir si le choc aura lieu, mais de savoir comment y faire face. Une chose est sûre : une politique consistant à prôner le renforcement de l'industrie automobile française (4^e producteur mondial) dans le cadre de la concurrence qui se développe n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs. Qu'on imagine le résultat si les ouvriers des différents pays agissaient ainsi ! Ceux de Fiat se dresseraient contre ceux de Renault, ceux de Ford contre ceux de Toyota, ceux de Peugeot contre ceux de Volkswagen. Et pendant ce temps, la question de l'emploi ne serait nullement résolue, car qui dit meilleure compétitivité dit suppression d'emplois. Ainsi va la logique capitaliste. Dans la bataille qui vient ne nous trompons pas de cible.

Ne reprenons pas ce cri de guerre de Georges Marchais, qui dans « L'espoir au présent » s'exclame : « Etre solides en France, c'est la meilleure façon d'être présents dans le monde ! Regardez Renault !... Renault prouve la capacité technique et la rentabilité d'une entreprise nationale, y compris à l'exportation ».

Georges Marchais ignore-t-il que ces dernières années, alors que la production de Renault se développait, les emplois, eux, régressaient ?

Cette voie là serait celle de la collaboration des ouvriers avec ceux qui les exploitent, contre les ouvriers des autres pays. C'est celle de l'union sacrée.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET. Rédacteur en chef : Pierre BURNAND.
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administration : Max Durand.
Imprimerie La Nouvelle - Directeur de publication Jean-Luc EINAUDI.

L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire : No 57952 - Dépôt légal 3^e trimestre 1980

CHOMAGE LA GANGRENE

Vendredi 5 septembre : les 38 ouvrières de l'entreprise Maité, à Sélestat (Bas-Rhin), se présentaient à leur travail, mais les machines étaient envolées, l'usine fermée. Seules les attendaient les lettres de licenciements... D'autres ont subi le même sort au retour des congés. Citons entre autres : Barbot 265 licenciements, Verger Delporte 458, Delattre Levivier 163, Acier et outillage Peugeot 215, Travaux publics Pascal 98, Cidel 32, Everight 60, Nouvelles galeries 29, Cogez 27, Fonquernie 160, Tanneries angevines 114, Cordialité bâloise 67, Texunion 103 et Maglum 857. (Ci-contre, les travailleurs de chez Maglum en occupation).

Le chômage est, à cette rentrée plus que jamais, le problème No 1 pour la classe ouvrière, qui pèse d'un poids toujours plus lourd sur toutes les familles de travailleurs, sur les conditions d'existence matérielles et morales de tout le peuple. Les quelques chiffres cités ci-contre en attestent clairement.

En même temps, guidés par la loi du profit, patronat et gouvernement usent de ce mal déjà terrible pour réduire les salaires, les «avantages» (c'est le terme qu'osent employer ces nantis) de telle ou telle catégorie promise soudain au rang de privilégiée dans les discours de Barre pour mieux être ramenée vers le plus bas niveau, y compris pour leur stabilité d'emploi : intérim et contrats à durée déterminée ne cessent de se développer :

Le chômage, mal auquel n'échappent guère de familles de travailleurs, levier employé contre tous : là réside la raison fondamentale de l'unité nécessaire entre travailleurs actifs (encore actifs) et ceux qui sont sans emploi, de plus en plus sans ressources, dans une situation au bout de laquelle il peut y avoir le désespoir, en tout cas une certaine marginalisation, une sorte de déclasserment qui prive la classe ouvrière d'une partie de ses forces.

Certes, l'organisation des chômeurs, leur lutte dans l'unité avec les actifs, ça n'est pas facile. C'est en quelques années qu'on est passé de 200 à 300 000 à près de 2 000 000 de chômeurs. Les expériences réussies d'organisation de chômeurs sont encore bien limitées en regard de l'ampleur du problème. Mais la classe ouvrière a trop besoin de toutes ses forces face aux coups redoublés de son ennemi pour ne

pas s'employer à la tâche, en particulier dans le cadre de ses organisations syndicales.

Le problème de l'emploi : quelle raison puissante aussi pour que Français et immigrés s'unissent ! Une pernicieuse propagande venue de haut veut faire des immigrés les boucs émissaires de la crise, les «voleurs de nos emplois», les «mangeurs de notre pain» (eux de ces pays ont été si longtemps, sont encore, pillés par l'impérialisme français !), les coupables du «choc pétrolier» (qui, rappelons-le, a surtout vu la montée en flèche des bénéfices des compagnies pétrolières, y compris françaises). Ils ont été bien souvent, en fait, les premières victimes des coupes sombres dans l'emploi (dans la sidérurgie par exemple) ; les premiers à qui Giscard-Barre ont voulu interdire la lutte, sous peine d'expulsion. Mais d'autres vagues de licenciements ont suivi, le chômage a crû de plus belle et il est question d'interdire la lutte à de nouvelles catégories de travailleurs.

Quant aux jeunes, en fait de pacte pour l'emploi, c'est bien souvent le pointage à l'ANPE qui constitue leur première expérience de la vie «active» ! Et les femmes, au-delà des beaux discours, elle est belle l'égalité que leur fait le système : elles sont plus de 55% des chômeurs et le seul droit au «travail» qu'on veuille bien leur reconnaître, c'est celui de garder leurs enfants à la maison ! A moins qu'il n'y ait pas trop loin (et si elles ne sont pas trop âgées) quelque usine de textile ou d'électronique où elles puissent s'éreinter quelques années pour moins que le SMIC...

Cela va-t-il continuer ?

Le «renversement de tendance» décelé par Barre au début de l'été (il affirmait alors que la situation de l'emploi avait cessé de se dégrader) ne résiste pas aux faits, quelque effort que fasse le gouvernement pour les travestir (en particulier par les radiations en masse des caisses d'assurance chômage) : il y avait fin juillet 2 140 000 chômeurs de plus que 18 mois plus tôt ! Soit près de 1 400 000 officiellement fin août ! Et dans le même temps, le chiffre des offres d'emploi non-satisfaites ne cesse de décroître : à peine plus de 80 000 à cette rentrée !

Le redéploiement, la restructuration de l'économie pour le meilleur profit du capital se poursuit sans discontinuer dans l'automobile (secteur rentable s'il en est, où nos capitalistes se sont hissés dans le peloton de tête), gouvernement et patronat préparent, sur le dos des travailleurs, bien sûr, une bataille (déjà commencée) dans laquelle ils espèrent bien accroître leur part du gâteau mondial. Dans le textile, le redéploiement également à dimensions planétaires, voit se poursuivre les fermetures d'usines (on en annonce de nouvelles dans ce qui reste de l'empire Boussac et qui est venu grossir

l'empire Willot). A Manufrance, la menace s'alourdit de jour en jour...

Le capital se porte dans les branches où les profits sont les plus juteux, situation qui change au fil des années du fait de cette concentration et aboutit à une crise de surproduction, à une guerre d'où les mieux placés (pas forcément les plus anciens) sortent encore plus puissants et où d'autres disparaissent, rachetés ou allant investir ailleurs, dans les nouvelles branches à profit juteux, etc.

Le capital change de place, les travailleurs perdent leur emploi... Et partout, sans cesse, le patronat vise à accroître la rentabilité de ses placements : en payant le moins possible les travailleurs ! Une seule barrière les arrête : le rapport de force que peut leur opposer la classe ouvrière.

C'est la seule loi pour les travailleurs tant qu'ils n'auront pas renversé, détruit, ce système.

Les résultats (excellents !) des entreprises, en regard de la situation, en dégradation constante, des travailleurs, montrent à quel point il est urgent de mettre des barrières !

C'est pourquoi, plus que jamais, la lutte contre les licenciements, contre les formes camouflées du chômage, contre les contrats à durée déterminée et pour la titularisation de toutes les catégories d'auxiliaires, la lutte pour un emploi pour les jeunes à la sortie de l'école, pour toutes les revendications des chômeurs (SMIC, gratuité des transports, etc.) dans l'unité actifs-chômeurs, de tous âges, Français ou immigrés, doit être au premier plan de nos préoccupations et au premier rang de nos efforts.

Quelques chiffres

- Fin août 1980 : 1 400 000 demandeurs d'emploi (5,5% d'augmentation en 1 an).

Parmi les demandeurs inscrits en août :

- 49 500 licenciés, 59 800 fin de contrat à durée déterminée...

- Les jeunes de moins de 25 ans représentent 41,3% des chômeurs.

- De janvier à mai 1980, 65 000 chômeurs radiés. Le nombre des chômeurs indemnisés décroît constamment ; il était de 731 311 en juin, guère plus de la moitié des demandeurs recensés, qui ne représentent pas, on le sait, l'ensemble réel des chômeurs. Et parmi eux, la plupart perçoivent une indemnité inférieure ou très inférieure au SMIC.

- Dans le même temps, les résultats des entreprises ont connu des progressions impressionnantes. Quelques exemples : Rhône-Poulenc : plus 585%, PUK : plus 460%, BSN : plus 458%, Française des pétroles : plus 270%, Elf-Aquitaine : plus 227%, etc... Cela en 1 an (1979).

Patronat et gouvernement prétendent que le redressement de la situation de l'emploi dépend de la bonne santé des entreprises. Et depuis des années déjà, on nous promet pour bientôt ce redressement. N'est-il pas clair, au contraire, que les travailleurs payent de leur emploi la santé toujours plus florissante des entreprises dans lesquelles, et vers lesquelles, le capital s'est redéployé ?

- **Embauche obligatoire des jeunes à la sortie de l'école à un salaire correspondant à leur qualification et au moins égal au SMIC**
- **Création massive d'emplois dans la fonction publique (PTT, Santé, Enseignement, ...) ainsi que dans les entreprises privées et nationalisées**
- **Indemnité au moins égale au SMIC, droit à la Sécurité sociale sans limitation de durée, pour tous les chômeurs**

A bâtons rompus

Par Pierre Marceau

«**E**nlevez vos chapeaux, la visite du cimetière va commencer». Le reportage sur l'Ogaden diffusé vendredi soir par FR 3 n'est pas de ceux qui laissent indifférent. L'Ogaden, territoire éthiopien peuplé de somalis est situé dans cette Corne d'Afrique tellement convoitée par les superpuissances. Pensez, c'est à quelques milles de ses côtes que s'écoule le flot du pétrole destiné à l'Occident. Ici, en Ogaden, il n'y a plus ni femmes, ni enfants, ni vieillards. Ils ont fui les bombes au phosphore et les canons. Ils sont de l'autre côté du fleuve, en Somalie, cohortes faméliques qui hantent les camps de réfugiés où les enfants avec leurs membres grêles et leurs regards immenses attendent la mort.

Les hommes sont restés au pays. Avec des armements dérisoires, ils affrontent l'armée éthiopienne et ses puissants amis «socialistes». L'avancée des forces à laquelle G. Marchais consacre des pages d'éloquence gominée dans son dernier livre, prend ici son véritable visage, celui hideux de l'expansion et du génocide. Mais, à la différence de la prose du secrétaire général du PCF qui nous décrit l'URSS marchant en tête, là-bas, en Ogaden, c'est l'infanterie éthiopienne qui ouvre la marche, viennent ensuite les Cubains, puis les Allemands de l'Est, et enfin seulement les conseillers soviétiques.

Ils sont 10 000 otages. La rançon s'élève à 200 000. Pas 200 000 francs, ni même 200 000 dollars. Non, vous n'y êtes pas, il s'agit de 200 000 lignes téléphoniques. Si je vous dis que la quantité est renouvelable tous les ans, vous allez me répondre : «Mais, c'est plus une rançon, c'est du racket!».

Les gangsters ont pignon sur rue puisqu'il s'agit de la très honorable compagnie *International Telegraph and Telephones*, celle qui jadis porta Pinochet sur les fonts baptismaux.

Propriétaire des capitaux de l'entreprise française CGCT spécialisée dans la téléphonie, ITT posait récemment ses conditions en termes on ne peut plus crus : «*Nous souhaitons rester en France et que l'on utilise nos compétences* — déclarait le président d'ITT Europe. *Mais pour maintenir les effectifs actuels de la CGCT, il nous faut de nouveaux produits*».

Moyennant quoi, le ministère des PTT est sommé de céder une partie du marché des nouveaux centraux téléphoniques. Bien entendu, il ne faut pas compter sur Thomson ou sur Alcatel pour encourager le gouvernement à céder au chantage. Ils ont eu suffisamment de mal à se partager le pactole pour en laisser une miette aux gringos.

Et puis, s'il fallait sacrifier 10 000 otages pour régler l'affaire, ça ne serait pas forcément pour leur déplaire. Aux câbleuses et aux monteurs ils iraient répéter le refrain connu : «*Vous avez intérêt à filer doux parce que des comme vous, il y en a 10 000 dehors qui attendent la place*».

Mardi. Mes deux chères têtes blondes ont repris le chemin familial, celui qui conduit à l'école. Seuls, car ce sont des vieux routiers de la communale. Le temps des frayeurs est déjà loin. Ils vont donc apprendre.

Mais y a-t-il aujourd'hui matière à remplir de jeunes cerveaux? Y a-t-il, passé la règle de trois et le plus-que-parfait du subjonctif, autre chose à leur apprendre que le doute?

Si l'on doit croire ce fameux air du temps, dont la pollution laisse bien des contemporains dangereusement indifférents, toute connaissance est devenue suspecte, toute théorie vicieuse en son fond, toute prétention à saisir le pourquoi des choses et leur devenir, vaine.

Bref, alors que l'homme n'a jamais disposé d'autant d'instruments de connaissance, on se plaît à nous le décrire impuissant à maîtriser son propre avenir.

Un témoignage parmi d'autres : l'éditeur Christian Bourgois, qui patronne les éditions 10/18, expliquait récemment son changement de politique éditoriale en invoquant «*le rejet par le public des livres théoriques*».

A l'heure où la technique est placée à la barre des accusés dans le procès de la mal-vie, à l'heure où le matérialisme historique est conduit au bûcher pour cause de goulag, on croit entendre rire dans sa tombe cette vieille canaille d'Adolphe Thiers, boucher des communards.

N'est-ce pas lui qui, sans doute pour mettre en garde ses successeurs, déclarait : «*Un peuple instruit est un peuple ingouvernable*»?

Elections municipales partielles d'Orléans

NOS CANDIDATS VUS PAR LA PRESSE

Les deux principaux journaux régionaux ont rendu compte de la conférence de presse organisée par le Comité de parti d'Orléans du PCML, pour présenter nos 4 candidats à l'élection municipale partielle.

La Nouvelle République écrit :

«*Le comité de parti d'Orléans estime que pour ses militants "le bilan de l'action de la municipalité est globalement négatif". Aussi entre-t-il dans la bataille avec beaucoup de détermination. Il l'a prouvé au cours de cette conférence de presse, mini-meeting à laquelle assistaient le secrétaire du PCML Jacques Jurquet et ... le candidat aux présidentielles Pierre Bauby.*

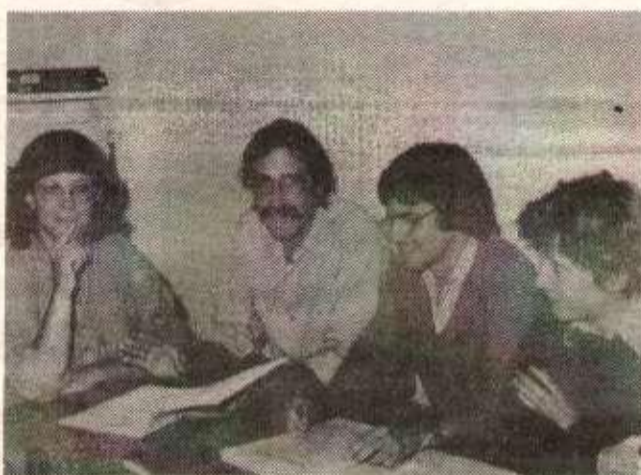
La "liste d'Union et d'Action Populaire" est composée de Michel Anger (27 ans ouvrier à la CEPEM; Annick Arnault (33 ans, enseignante), Anne Berneau (24 ans, infirmière au CHRO) et Alain Dupré (31 ans, ouvrier à la SATMAN), tous militants syndicaux. Certes, s'ils sont élus, ils ne prétendent pas bouleverser la vie du conseil municipal "dont la majorité restera acquise à ceux qui ont dirigé jusqu' alors. Ils seront les porte-paroles des travailleurs, de leurs revendications...". Les problèmes d'emploi sont angoissants, mais à ces problèmes sont liées les luttes des travailleurs. Aussi, s'ils sont élus, les candidats présentés par le PCML : "soutiendront fermement les luttes que mènent les habitants d'Orléans avec leurs associations et leurs syndicats. Ils seront aux côtés des travailleurs de chez Bril, de chez Dessaux, des communaux.

Ils défendront des mesures sociales, notamment pour les chômeurs (gratuité des transports, des cantines, étalement de leurs dettes, refus des saisies).

Ils s'efforceront de mettre tout en œuvre pour que ne soit pas adopté le projet de réforme des collectivités locales qui remet en cause le statut du personnel communal, conduit à des hausses spectaculaires d'impôts locaux».

Mais l'ambition du PCML ne s'arrête pas à cette périétrie électorale. Il veut un élargissement du débat. Certes, il critique la politique municipale comme le font "à juste titre", les autres formations de gauche, mais il veut aller plus loin. Ces élections lui en donnent les moyens lui permettant d'aborder "les questions de fond qui nous concernent tous".

La campagne de la "Liste d'Union et d'Action Populaire" sera donc axée sur la dénonciation de l'action municipale mais aussi "pour l'unité des travailleurs contre Giscard-Barre, contre la



De gauche à droite : Annick Arnault, Alain Dupré, Michel Anger, Anne Berneau

guerre". Car pour ses candidats, ils sont hostiles "à la politique impérialiste des USA", comme ils sont résolument opposés à la politique intérieure et extérieure de l'URSS.

Elargissement mais aussi élévation du débat.

De son côté, La République du Centre écrit :

«*Eux aussi pensent que l'argent des impôts locaux ne sert pas à améliorer l'habitat, restaurer les quartiers*

insalubres ou construire des logements sociaux, mais à des dépenses de prestige comme la construction de l'EPR, la multiplication des parkings et le "saccage des bois de La Source".

Eux aussi en ont assez "d'une politique en tous points conforme à celle de Giscard-Barre".

Ils expliquent pourtant se démarquer des autres formations de la gauche en

abordant les questions de fond telles que la crise de la société capitaliste, la politique du gouvernement, la situation mondiale dominée par la rivalité des deux superpuissances, le danger d'une nouvelle guerre mondiale.

"Notre parti participe aux côtés des travailleurs à toutes leurs luttes contre ces attaques d'envergure qui visent à remettre en cause les acquis précédents. Il est aussi résolument hostile à la politique impérialiste des USA comme il est opposé à la politique intérieure et extérieure de l'URSS qui n'a rien à voir avec le socialisme et qui sert à la bourgeoisie de base à une vaste campagne anticommuniste".

Précisons que nos 4 candidats ne se font évidemment pas d'illusions sur leurs chances d'être élus le 21 septembre, ni sur leurs scores électoraux. Cette expérience de participation à une élection municipale permettra sans aucun doute de mieux faire connaître notre parti et ses propositions politiques à la population orléanaise.

Budget 81, devinez qui paie ?

L'ARBRE QUI NE CACHE PAS LA FORET

Le budget 1981 sera prochainement discuté à l'Assemblée nationale. Les quelques mesures positives qu'on peut apprécier ne peuvent dissimuler la trame de fond, tel l'arbre qui ne peut cacher la forêt.

Apprécions d'abord les quelques avantages de ce budget 1981 : dans le calcul de l'impôt sur le revenu, les familles de trois enfants bénéficieront d'une demi-part supplémentaire ; les femmes donnant naissance à leur troisième enfant verront leur congé maternité étendu à six mois et les primes de natalité s'élèveront à un million de centimes.

Voici les mesures réellement positives, quoique le demi point supplémentaire octroyé aux familles de plus de trois enfants ne favorisera pas spécialement les foyers modestes, puisque l'abattement est proportionnel aux ressources.

UN NECESSAIRE REAJUSTEMENT

Les autres points du budget constituent des réajustements. Les quatre premières tranches du barème des impôts sur le revenu, sont re-

levées de 13,3%. Les huit suivantes de 12% et la dernière de 8%. Le montant des abattements pour les personnes âgées et pour les invalides s'élève à 13,3%, tout comme celui pour les familles à revenus très modestes.

Rien d'extraordinaire dans tout ceci lorsque l'on sait qu'officiellement le taux d'inflation moyen de 1980 est évalué à 13,3%.

Sinon l'escalade du budget par la face nord ne sera pas spécialement aisée pour les travailleurs : le minimum vieillesse ne sera porté qu'à 55% du SMIC, les droits sur les alcools, vins, bières et tabacs, augmenteront de 9,5%, de 50% sur la circulation de la bière.

En somme les travailleurs paieront encore une fois le plus fort de la note. Il est établi, de source officielle, que du budget 80 à celui de 81, l'impôt sur les sociétés ne croîtra lui que de 5 milliards.

Les entreprises demeurent l'enfant chéri du budget, mais qui en aurait douté? Non seulement la contribution des impôts des sociétés reste minime dans les ressources de l'Etat, mais elles bénéficieront d'un

abattement de 10% sur leurs bénéfices imposables eu égard à leurs investissements.

Certes le budget innove en taxant les compagnies pétrolières, mais c'est beaucoup de paroles pour peu de faits. En fait l'Etat imposera les compagnies pétrolières qui ont augmenté le prix de leurs produits en même temps que l'OPEP, alors que les gisements de leurs matières premières sont en France. C'est le cas d'ELF qui a ainsi fait 270 millions de francs supplémentaires sur le gaz de Lacq, et d'Essorep 14 millions de francs sur les gisements de Parentis et de Caumont.

Si le budget s'épanche sur les recettes de l'Etat, il est particulièrement succint sur l'emploi. D'ores et déjà, l'on sait qu'il n'y aura pas de création de poste d'emploi dans la fonction publique — 14500 créations de postes en 1980, 1890 en 1981 — les crédits en faveur de l'emploi s'élèveront à 23,7 milliards de francs dont 11,8 à l'indemnisation du chômage, 5,9 à la formation professionnelle et 3,9 au pacte national pour l'emploi...

Nathalie VILLOTIERS

VIGILANCE CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Dans un communiqué, plusieurs associations (commission d'enquête de Bondy, Accueil et Promotion, Banlieue de banlieue) et organisations politiques (la LCR, l'OCT, le PSU, la JCR 93, notre parti) appellent « à la vigilance et à l'action pour mettre fin aux activités fascistes, racistes, antisémites ».

Parlant de la comparaison le vendredi 19 septembre de Fredriksen, principal dirigeant de l'ex-FANE, devant le Tribunal de Paris, sur plainte du MRAP, le communiqué indique : « Ce procès doit être l'occasion de dénoncer la recrudescence des activités de l'ensemble des organisations d'extrême-droite. (...) Elles entendent profiter de la situation sociale marquée par la crise et le chômage. Elles tentent d'en faire porter la responsabilité aux travailleurs immigrés, développant à cette fin une propagande raciste, relayant ainsi la politique raciste du gouvernement (lois Bonnet-Stoléru). Jouissant de l'impunité la plus totale, souvent elles n'hésitent pas à organiser des agressions et des attentats (...) ».

Dans le même temps une lettre ouverte du groupe municipal PSU d'Aulnay-sous-Bois aux conseillers municipaux d'Aulnay révèle que dans la nuit du 12 au 13 juin, en même temps qu'étaient interpellés six jeunes immigrés d'Aulnay qui affirmaient avoir été agressés (ces jeunes ont été détenus 2 mois), la police avait arrêté les frères Pascal et Ghyslain Faure (militants d'extrême-droite, originaires de Bonneuil). Dans leur DS, une carabine 9mm, cartouche engagée, un revolver à barillet avec des munitions et trois balles percutees, des couteaux à cran-d'arrêt, des barres de fer. Ces personnes ont reconnu avoir tiré et être venues se venger des Nord-Africains ! Ils ont néanmoins été relâchés au matin...

C'est un véritable encouragement au meurtre qui incite les élus PSU d'Aulnay à demander le relèvement de leur fonction des responsables de la police locale, dans l'immédiat.

CORSE procès, prison, ça continue

Mardi 16 septembre, s'est ouvert à Paris le procès en Cour de sûreté de l'Etat d'Yves Stella, militant nationaliste corse. Celui-ci est détenu depuis juin 1978. Il a été de nombreux mois isolé, dans des conditions similaires à celles des Quartiers de Haute sécurité (QHS).

Là encore, il comparaît seul. L'accusation le considère comme un des principaux responsables du FNLC. Les chefs d'accusation sont les mêmes que lors des procès précédents : « association de malfaiteurs », « atteinte à l'intégrité du territoire », « recel et transport d'armes et munitions ».

Au début de ce mois, les nationalistes corses détenus à la prison de la Santé (à Paris) ont dénoncé les « provocations à caractère raciste, le mépris envers leurs familles, les atteintes à leur dignité (lors des fouilles)... ». Ils affirment que les tentatives de dialogue avec l'administration pénitentiaire se sont soldées par des « menaces d'intervention des CRS en cas de protestation ». Ils demandent un statut de prisonnier politique vérita-

ble (qui n'existe pas à l'heure actuelle mais est laissé à l'appréciation de la direction de chaque prison!).

La direction de l'Union de la Populu Corsu (UPC) qui revendique l'autonomie pour la Corse, appelle « le peuple corse et tous les démocrates, rejetant les procédures liberticides de la Cour de sûreté de l'Etat » à réclamer « une loi d'amnistie pour les militants du FNLC, qui ne soit pas une grâce, mais une mesure législative

de justice et d'apaisement ».

L'UPC dénonce « le maintien inacceptable » de 8 de ses militants, détenus depuis 8 mois pour « avoir démasqué, à Bastelica, les barbouzes et leurs projets criminels ». (la tentative d'assassinat d'un de leurs militants-NDLR). « Pendant ce temps, Bertolini, chef de Francia, contraint de reconnaître 46 attentats contre l'UPC, est en liberté provisoire et se promène en Corse comme toutes les barbouzes que le pouvoir continue de protéger outrageusement ».

Pour la libération immédiate des militants de Bastelica-Fesch et l'arrêt des poursuites, une grande journée d'information et de protestation sera organisée le dimanche 21 septembre à Bastelica.



PEYREFITTE S'ACHARNE SUR LES EMPRISONNES BRETONS

Le 3 septembre, les Comités amnistie Bretagne ont tenu une conférence de presse pour dénoncer les refus de libération conditionnelle dont sont victimes trois prisonniers bretons.

Y.K. Guillanton, Jakez Bernard, furent condamnés, en juillet 1978, à 4 ans de réclusion criminelle ; Georges Jouin, quant à lui, fut condamné à 5 ans de la même peine. Ayant obtenu des remises de peine, tous trois pouvaient prétendre à la libération conditionnelle au printemps 1980. Le 29 juillet dernier, la Commission consultative de la libération conditionnelle du ministère de la Justice se réunit pour évoquer les trois demandes. Rien ne filtra de ses délibérations et ce n'est que le 11 août dernier que le Garde des Sceaux fit connaître sa décision : Guillanton serait libéré le 9 février 1981 et placé sous contrôle judiciaire pendant 18 mois (alors qu'à cette date, sa peine serait échu), le dossier de Bernard serait examiné dans un délai de six mois et celui de Jouin dans un délai d'un an. La décision du Garde des Sceaux va donc à l'encontre de l'article 729 du Code pénal qui accorde la possibilité de libération conditionnelle au détenu s'il présente des gages de réinsertion sociale. Les trois Bretons présentaient, en effet, des certificats d'emploi, de domiciliation dans le but de leur libération.

M^{es} Mignard et Choucq dénoncèrent le régime pénitentiaire, encore plus dur pour les politiques que pour les droits communs, l'inflexibilité du ministère de la Justice, malgré les avis favorables de l'administration pénitentiaire et du juge d'application des peines. Ils constatèrent que cette décision était, en réalité, une application du projet de loi Peyrefitte. Tous deux s'accordèrent à penser que les modulations du Garde des Sceaux en matière de libération conditionnelle permettent au pouvoir politique de corriger des décisions de justice qu'il juge trop peu fermes. Enfin, les défenseurs stigmatisèrent le fait que M. Raoul Béteille, procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat et auteur des réquisitions lors du procès de juillet 1978, soit aujourd'hui le directeur des Affaires criminelles et des Grâces, et ait refusé, à ce titre, sur avis de la Commission consultative, la libération conditionnelle de Guillanton, Bernard et Jouin.

GUYANE le colonialisme français emprisonne

Arrêtés le 7 juillet dernier, cinq militants indépendantistes guyanais ont été transférés en France le 15 juillet pour être déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat. Ils sont inculpés de « tentatives d'attentats par explosifs, de détention d'explosifs et de participation à une association de malfaiteurs ».

Le 20 avril, un incendie s'était déclaré dans un dépôt de carburant appartenant à

la Shell; deux jours plus tard, un engin explosif était désamorcé dans une gendarmerie désaffectée. Quelques semaines auparavant, des explosifs avaient été dérobés à une société de travaux publics. Finalement, la police colonialiste avait procédé à des arrestations parmi les militants du Front national de libération de la Guyane.

En 1974 déjà, de telles accusations avaient servi de prétexte à des arrestations

de patriotes guyanais qui, après avoir été transférés en France, furent relâchés quelque temps plus tard faute de preuves. Ces arrestations avaient permis de faire reculer momentanément le mouvement indépendantiste en Guyane.

Aujourd'hui encore, ce dont il s'agit c'est de tenter de briser par la répression les aspirations à se débarrasser de la domination colonialiste française en Guyane.

ORLEANS : agression fasciste contre une militante CGT

Les ouvrières de l'entreprise Brill (confection), avec leur syndicat CGT, organisaient une soirée de solidarité le 6 septembre pour marquer le 110e jour d'occupation et leur volonté de défendre leur emploi.

A l'issue de cette manifestation de solidarité Paulette Pelle, membre de la Commission exécutive de l'Union départementale CGT du Loiret et secrétaire du syndicat CGT de la verrerie StGobain était victime d'une agression de caractère fasciste.

C'est grâce à l'intervention des militants qu'elle

échappa à son agresseur qui tout en la menaçant de mort la blessait grièvement au visage.

Paulette Pelle devait être hospitalisée durant plusieurs jours.

Dans un texte signé de son secrétaire général, Claude Billard, l'UD CGT appelait à une manifestation le samedi 13 septembre devant la préfecture pour protester contre la répression et les agressions dont sont victimes les travailleurs et leurs organisations syndicales, qui luttent pour défendre leur emploi, leurs salaires et leurs droits.

Cette manifestation réunissait environ 200 personnes. Une délégation était constituée pour exiger la cessation de toutes atteintes aux libertés et la libération des ouvriers maraîchers de nationalité marocaine encore emprisonnés. Cette délégation se voyait refuser une rencontre avec un représentant du préfet.

La CFDT par un communiqué paru dans la presse appelait de son côté les travailleurs à se joindre à cette manifestation. La CFDT était représentée par des membres du bureau de l'UIS d'Orléans.



VIE OUVRIÈRE

DUFOUR (MONTREUIL)

«faire apparaître clairement les responsables du gachis»

Dufour, avec ses 700 salariés, est la plus importante usine de Montreuil et une des principales entreprises de machines-outils dans notre pays. Mise en liquidation judiciaire fin juillet dernier, elle est occupée depuis cette date par les travailleurs qui refusent de perdre leur emploi.

La lutte est dirigée par la CFDT (légèrement majoritaire), la CGT et la CGC (qui vient tout juste de se créer). Prigent, secrétaire de la CGT, et Francesci, secrétaire de la CFDT, ont bien voulu répondre à nos questions.

Claire MASSON



■ *Dufour ferme. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi?*

C.G.T. : Dufour ferme. Dans un premier temps, Dufour n'a pas pu faire la paie. Nous avons connu les raisons assez rapidement. Il s'est trouvé que l'Etat n'a pas respecté les engagements qu'il avait pris au sujet de l'aide aux investissements pour la T 7000. Ensuite, les banques à leur tour ont retiré leur concours. Ce qui fait qu'on s'est retrouvé en rupture de trésorerie. Nous avons travaillé pendant une semaine sans être payés et pendant cette semaine nous avons fait des assemblées générales et nous avons décidé un certain nombre d'actions jusqu'à l'occupation.

Puis, l'administrateur et le syndic ont décidé de faire travailler quarante personnes (du montage) pendant le mois d'août pour pouvoir liquider un stock de machines finies. On a refusé une telle opération parce que c'était véritablement liquider l'entreprise.

■ *Il y a donc des commandes en cours?*

C.G.T. : Oui, actuellement, on n'a pas fait le point, mais au moment où l'entreprise s'est arrêtée, il y avait des commandes jusqu'à fin octobre.

On considère que l'Etat a une grosse responsabilité dans la fermeture. A partir du moment où M. Barre et tout ce monde-là dit qu'il faut innover pour créer des emplois, qu'il ne faut pas rester les deux pieds dans le même sabot, et que, lorsqu'une entreprise innove, qu'elle se lance dans la création d'emplois et la fabrication d'un matériel qui est très demandé, on la laisse tomber... Nous disons que ça fait partie d'une redistribution des productions au niveau européen, pour privilégier notamment la RFA et pourquoi pas les Japonais?

C.F.D.T. : Il y a la responsabilité du gouvernement, mais il y a aussi la responsabilité de notre patron qui a été un peu léger, pour ne pas dire plus, au niveau de la gestion. La responsabilité principale, c'est les pouvoirs publics.

Mais nous pensons que notre patron aurait dû, dès le début, se prémunir au niveau financier et s'assurer le concours bancaire. Ce qu'il n'a pas fait car, avec son orgueil, il a toujours pensé qu'il s'en tirerait tout seul. C'est ce qu'on appelle un patron de droit divin.

■ *Il y a eu des contacts pour une éventuelle reprise?*

C.G.T. : Oui, il y a eu l'entreprise Vernier qui est venue et aussi Profel, mais là-dessus, nous, on a des inquiétudes parce qu'on ne voit pas très bien comment une entreprise qui n'emploie que 400 personnes pourrait absorber Dufour, que ce soit Profel ou que ce soit Vernier... D'autant plus que les deux entreprises sont spécialisées dans la sous-traitance.

Ce qui peut se passer, c'est de la récupération de marché. Notamment pour Vernier. Vernier a des produits qui sont similaires à ceux de Dufour et il nous semble qu'ils sont surtout intéressés par la technologie de la boîte. Il pourrait racheter l'entreprise et éliminer les fabrications petit à petit jusqu'à la fermeture. Pourquoi pas?

C.F.D.T. : Au niveau des fraiseuses à console, Dufour

est sans rival au niveau des Français. Mais la T 7000, c'est un produit juteux qui intéresse beaucoup de monde. Vernier s'intéresse à la T 7000, c'est un produit qui lui manque. Profel s'intéresse à tous les produits Dufour parce que c'est une entreprise complémentaire qui elle-même, produit des presses, des machines à former, des poinçonneuses. Ce qu'il y a, c'est que Profel, lui, a tout un réseau à l'étranger que n'a pas Dufour.

■ *Et du côté des travailleurs, comment s'organise l'occupation?*

C.G.T. : L'occupation va quand même mieux. Parce qu'au mois d'août, c'était très peu occupé.

Maintenant, il y a une quinzaine de camarades qui sont inscrits chaque nuit et qui assurent la garde.

Dans la journée, c'est assez moyen. Le matin, il y a un peu plus de monde, environ 250 personnes et,

l'après-midi, on est beaucoup moins.

■ *Quelles sont les initiatives des syndicats pour essayer d'intéresser davantage les travailleurs à venir?*

C.G.T. : On vient d'avoir une action au ministère de l'Industrie. On en a eu une aussi à la Préfecture. Le 11, il y a la commission nationale de la CGT machines-outils qui se réunit dans l'entreprise, et le 12, il y a les militants de la CFDT machines-outils qui viennent également dans l'entreprise. Vendredi 12 au soir, nous avons un gala artistique offert par des ballets de l'Oural.

■ *Tu disais tout à l'heure que Dufour était un patron de droit divin. On se rend compte en discutant avec les travailleurs que le haut niveau de technicité allait de pair avec des conditions de travail et de salaire assez mauvaises.*



Délégués des trois syndicats au cours de la journée porte ouverte du 6 septembre (à droite photo ci-dessus). Devant la T7000, dernière née de la gamme Dufour. La technique de pointe à l'origine des trous de trésorerie? (photo ci-dessous)



C.F.D.T. : Par exemple, le banc fixe de la T 7000 qui est notre production de pointe, a coûté la vie à un travailleur. Il s'est écroulé sur lui en cours d'usinage.

C.G.T. : J'ajouterai que Dufour a eu beaucoup de difficultés à trouver du personnel, notamment au niveau des professionnels.

C.F.D.T. : Ça m'a été confirmé hier par l'ANPE. En fait, la direction départementale de la main d'œuvre disait que chaque fois qu'elle voulait envoyer des professionnels chez Dufour, ils refusaient, à cause de la réputation de notre patron. Il n'y a pas de cantine, pas de douche, pas de vêtement de travail...

■ *On dit que les professionnels étaient sous-payés par rapport à leur qualification.*

C.G.T. : Ça dépend qui. Les P3, par exemple, c'est à peu près comme le reste de la profession.

C.F.D.T. : Mais les OS, P1, c'est nettement sous-payé, aussi bien par rapport à la moyenne de la métallurgie parisienne que de la machine-outil en France. Il y a un très fort éventail de salaire et les bas salaires sont très bas.

C.G.T. : Il y en a qui voient le SMIC.

C.F.D.T. : Et la division des salaires entretient la division du personnel.

Il n'y a aucune grille de salaire chez Dufour. Dans les entreprises, les grilles sont souvent imparfaites, mais elles existent, ce sont des références, pour fixer les salaires. Tandis que chez nous, il y a un salaire par personne. Pas d'augmentation générale, tout est à la tête du client. Autant dire que ça crée des tensions dans l'entreprise!

C.G.T. : Les catégories elles-mêmes ne sont pas respectées. Il y a des P1 qui gagnent plus que des P2, des P2 qui gagnent plus que des P3, des P3 plus que des chefs d'équipe...

C.F.D.T. : Il y a une hiérarchie dans les salaires qui ne profite qu'à un seul, c'est André Dufour.

C.G.T. : Ça pose beaucoup de problèmes aux syndicats.

A l'heure actuelle, quand il s'agit de l'emploi, ça ne joue plus. Mais au moment du protocole d'accord de reprise, c'est un problème qu'on tâchera de régler, la grille des salaires.

■ *Et l'unité syndicale? Comment est-ce qu'elle se construit?*

C.G.T. : Dans un premier temps, au cours du mois de juillet, on a eu des problèmes entre la section CGT et CFDT, notamment par rapport au dépôt de bilan et aussi, on n'a pas toujours été d'accord sur les actions à mener ensemble. Mais c'est de l'histoire ancienne.

■ *Et ces réunions de la machine-outil, tant CGT que CFDT, vous en attendez quelque chose d'important au niveau du soutien?*

C.G.T. : Au niveau de la CGT, on attend surtout un soutien politique. Qu'on puisse faire le point par rapport à Dufour dans le contexte de la machine-outil.

■ *Quand on arrive, on voit la grande banderole de soutien mise par la municipalité, quelles formes prend son soutien? Et la solidarité sur la région?*

C.G.T. : Les élus communistes nous accompagnent à chaque fois auprès des pouvoirs publics. Il y a les repas tous les jours.

Pour ce qui est des entreprises de la région, jusqu'à présent ce sont les gars qui sont venus chez Dufour. C'était la solidarité de lutte. Maintenant, il commence à y avoir obligation de trouver de l'argent pour que les gars puissent boucler leur budget. Il y a une partie du personnel qui n'a eu droit qu'à un mois de préavis et il va falloir faire quelque chose dès le mois d'octobre. Dès maintenant même.

■ *Dernière question : comment voyez-vous l'avenir?*

C.G.T. : L'avenir immédiat, c'est surtout d'obtenir une meilleure occupation, une meilleure présence dans les ateliers et d'harcéler les pouvoirs publics comme nous l'avons fait au mois de juillet. Il faut faire des actions importantes, faire parler de nous, être présent très nombreux dans les actions pour mettre en difficulté les pouvoirs publics.

C.F.D.T. : Nous avons aussi les rencontres de la machine-outil. Et en ce qui nous concerne, nous pensons qu'il doit y avoir aussi des rencontres entre les entreprises en lutte, pour renforcer ces luttes, pour qu'elles apparaissent devant l'opinion publique et que les responsables du gâchis apparaissent clairement.

RENTREE SCOLAIRE SOUS LE SIGNE DES DESACCORDS SYNDICAUX

Une rentrée scolaire sans problème affirme Beullac, ministre de l'Education nationale. Cinq syndicats nationaux dont le SGEN/CFDT, le SNES, le SNEPT/FEN, le SNC (*) appellent à reprendre l'action dès les premiers jours de cette rentrée. Le SNI/PEGC regroupant la majorité des instituteurs et des PEGC considère la grève inopportune à l'heure actuelle, et même allant à l'encontre des intérêts des enseignants, tandis que quelques sections départementales du SNI/PEGC animées par des militants de la tendance *Unité et Action* (PC) appellent elles à la grève. Alors où va-t-on?

On peut se demander quel est le but poursuivi par les directions nationales, certaines appellent à débrayer, d'autres non, mais connaissent une contestation de l'intérieur. Je pense ici à la tendance *Unité et Action* (PC) du SNI/PEGC, qui appelle certaines sections départementales qu'elle dirige, à une grève nationale, alors qu'elles n'en ont pas théoriquement la faculté. Certains applaudiront cette initiative en argumentant sur les conditions déplorable de la rentrée et en second lieu sur le suivisme, le laxisme du SNI par rapport à Beullac. Nous reviendrons sur la ligne nationale du SNI/PEGC, mais il n'en demeure pas moins qu'on reste perplexe sur ces appels à la grève lancés par *Unité et Action*; ont-ils seulement pour but de défendre les intérêts, ne participent-ils pas à la bataille rangée que *Unité et Action* (PC) et *Unité Indépendance et Démocratie* (PS) se livrent à l'intérieur du SNI, de la FEN... Faut-il en conclure qu'il ne faut rien faire, ne pas appeler à la grève? Telle est la position du SNI/PEGC, il pense qu'il connaît à l'heure actuelle une position confortable dans les négociations menées avec Beullac et qu'à ce titre la grève est exclue.

Examinons de plus près ces négociations :

Le SNI a obtenu de Beullac, la réaffectation des suppléants à cette rentrée, l'éviction des 30000 postes qui devaient être supprimés sur une période de cinq ans. Le SNI et Beullac reprendront prochainement la discussion sur les fermetures de classe prévues pour la rentrée 1981. La négociation sur la revalorisation des traitements des instituteurs se poursuit et d'ici une quinzaine de jours, le ministre donnera son avis sur le chiffre proposé par le syndicat. Enfin l'Université fera son entrée dans la formation des normaliens. En revanche Guy Georges a rappelé les consignes permanentes d'action de son organisation pour s'opposer aux non-remplacements des maîtres

en congés, pour faire observer les règles limites des effectifs, 30 en maternelle et 35 en primaire. Le syndicat national des instituteurs ne dissimule pas qu'une grande partie de son action sur la carte scolaire consistera en pressions sur les sénateurs au moment du renouvellement d'un tiers des leurs. Il envisage une semaine d'action en octobre dans le cadre de la discussion budgétaire et propose à la FEN d'y participer.

Si effectivement le SNI a obtenu satisfaction sur des revendications qui lui tiennent à cœur comme l'entrée de l'université dans le cours des études normales, ou entame la discussion sur la revalorisation des traitements des instituteurs on ne peut pas dire pour autant qu'il a gagné sur tous les tableaux, promesse de rediscuter des fermetures de classe en 81, promesse qu'il n'y ait pas de suppression de postes; seront-elles tenues, voilà la question!

Alors que faire, une fois constatée la division syndicale entre les différentes organisations et même à l'intérieur d'elles-mêmes?

Cette rentrée ne connaîtra pas vraisemblablement de grands mouvements d'ampleur nationale, mais à l'échelon local, départemental, sur des revendications précises, comme sur des effectifs de classe trop chargés par exemple. Prenons au mot les intentions syndicales, ajustons les différents modes d'actions (grève, délégations, assemblées générales, etc...) en harmonie avec la volonté des enseignants et des parents concernés.

Nathalie VILLOTIERS

SGEN/CFDT : syndicat général de l'éducation nationale.
SNES : syndicat de l'enseignement secondaire.
SNETP/CGT : syndicat national de l'enseignement technique et professionnel.
SNEP/FEN : syndicat national de l'éducation physique.
SNC : syndicat national des collèges.
SNI/PEGC : syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général des collèges.
SES : section d'éducation spécialisée.

MONTPELLIER BOUYGUES LICENCIE

Après la répression, des licenciements pour fin de chantier sont annoncés à Bouygues Montpellier. Le patron en a d'abord annoncé 8, 9 et pour finir 40! Le syndicat CGT a appelé à deux assemblées générales; à la première, on comptait 80 ouvriers sur les 130 du chantier, malgré les attaques incessantes contre les ou-

vriers et leur syndicat. Le syndicat s'oppose à ces licenciements et réclame :

- l'emploi dans le groupe Bouygues ou ses filiales, sur la région Languedoc-Roussillon aux conditions Bouygues;

- la prime de déplacement évaluée actuellement à 90,00 F par jour.

MARINS PECHEURS

«Il y a des jours, je travaille 22 heures sur 24»

Après la commission nationale de conciliation du 3 Septembre et la décision des marins pêcheurs de Boulogne de continuer leur mouvement, refusant ainsi le protocole proposé par les armateurs, nous avons rencontré

JC BUTOR, un responsable CGT des marins pêcheurs de Boulogne

■ Où en est la situation des marins-pêcheurs boulognais aujourd'hui (9 septembre)?

J.C BUTOR : Nous en sommes actuellement, après 7 semaines de lock-out à la fin de notre première semaine de grève.

■ Comment a démarré le conflit?

J.C.B : Les armateurs n'ont jamais respecté plusieurs points de la convention collective établie en 64 et revue en 71.

subissent les pêcheurs. Il y a des jours, je travaille 22 heures sur 24. Nous avons déposé un cahier de revendications mais il n'y a pas eu de grève depuis 75. En janvier 80, un référendum chez les pêcheurs a proposé d'attendre que les négociations avancent.

Mais en juillet, ça a été le départ du conflit boulognais : début juillet un équipage était parti à 18 et un des armateurs, M. Manesse, a voulu faire partir le «F. Daniel» à 18 aussi. Si on acceptait, c'était le début

des marées, Porte Châtillon, Pont J. Jaurès, Pont Marguet) pour empêcher de sortir ou d'entrer le poisson. Les femmes de pêcheurs ont été très actives dans les piquets.

■ Y a-t-il eu solidarité de la population?

Au début on n'a pas été très bien vus, surtout par les commerçants, car les transporteurs qui ne pouvaient emmener le poisson ont bloqué toute la ville. Mais ensuite, nous avons organisé des manifestations et nous

dompter un élément difficile, la mer, et les CRS ne les impressionnent pas. Il y a eu l'intervention de la police, le 19 août jour de la conciliation à Paris, pour soutenir les transporteurs qui voulaient sortir le poisson. Les pêcheurs, leurs femmes, leurs enfants étaient rassemblés, le maire est intervenu, finalement les camions ont dû rentrer dans les magasins, et c'est les pêcheurs qui ont gagné. Mais il n'y a pas eu de bagarre.

■ Comment la grève a-t-elle été décidée?

Il y a eu commission de conciliation le 3 septembre. Les armateurs ont proposé un protocole d'accord faisant repartir les bateaux à 19.

On a fait une assemblée générale le 5 septembre : il y a eu 276 voix contre la reprise, 193 pour repartir à 22, 37 pour accepter le protocole d'accord des armateurs, donc une grande majorité pour refuser de partir à 19. La grève a donc été décidée dans l'unité CGT-CFDT.

■ Y a-t-il eu des collectes de soutien?

Nous avons fait des collectes et de la popularisation dans toute la région; hier une réunion des femmes à l'initiative du Secours Populaire a décidé de soutenir les marins dans leur lutte et d'aider les familles les plus défavorisées pour la rentrée.

■ Un responsable de l'UL CGT de Boulogne est intervenu pour nous préciser l'importance du refus des pêcheurs de partir à 19 par bateaux.

Pour nous c'est essentiel, car en fait le gouvernement prépare un plan de restructuration de la pêche (plan Brossier) qui prévoit entre autre de liquider la pêche industrielle à Boulogne et de n'en faire qu'une ville de l'industrie du froid (ici les maîtres sont : Saupiquet, Univel et Findus). Pour la pêche industrielle, il faut aller pêcher loin des côtes françaises et ça revient cher de ramener le poisson et de le traiter à Boulogne. L'abandon de la pêche fraîche au profit de l'importation de produits finis permet aux capitalistes plus de profits. En fait, les armateurs ont prévu de réduire le nombre de marins de 1/3 (8000 sur 24000) et les corporations annexes (dockers) de la moitié (50000 sur 126000) mais ils envisagent une restructuration complète.



Par exemple, l'effectif des marins est fixé à 22 par bateau, or aujourd'hui les armateurs veulent descendre à 19. Il est prévu aussi 6 heures de repos plus 2 de quart, ceci n'a jamais été accordé depuis 11 ans. Couramment des bateaux font travailler les gars pendant 45 heures consécutives. Vous pouvez voir ma fiche horaire pour vous faire une idée de l'exploitation que

de la réalisation des vœux des armateurs. Alors les sections CGT et CFDT, en commun accord ont décidé de bloquer les bateaux et d'empêcher le départ.

■ Quelles ont été les actions organisées?

On a bloqué les bateaux, organisé des piquets de vigilance dans plusieurs endroits stratégiques du port (gare

avons eu la population avec nous, notamment les ouvriers des magasins de marée nous ont versé 1 heure de leur salaire.

■ Y a-t-il eu des affrontements avec la police?

Vous savez, les flics nous on n'en a pas peur. Face à la masse des pêcheurs, les CRS ne tiennent pas le coup, les marins ont l'habitude de

Représentation du Cambodge à l'ONU

LE COMLOT DE HANOI

La 34e Assemblée générale de l'ONU avait décidé en novembre 1979 de maintenir le siège du gouvernement du Kampuchea Démocratique, gouvernement légal du Cambodge. Les dirigeants de Hanoï et de Moscou se sont préparés à mener bataille lors de la 35e session qui s'est ouverte mardi 16 septembre. Ils voudraient que l'Assemblée générale revienne sur sa décision pour accorder le siège au gouvernement de Heng Samrin mis en place par l'armée d'occupation, ou déclarer le siège vacant.

La perte du siège à l'ONU par le gouvernement du Kampuchea Démocratique porterait un coup sérieux à la lutte du peuple khmer, pour son indépendance, en privant l'ensemble des forces patriotiques de toute représentation dans les instances internationales. Cela diminuerait considérablement leurs possibilités de mener la lutte sur le plan diplomatique et de développer le soutien international à leur cause.

Mais jusque là la plupart des manœuvres tentées par les dirigeants de Hanoï et Moscou depuis la 34e session ont échoué. Aussi semble-t-il assez peu probable qu'ils obtiennent gain de cause.

En novembre 1979, la 34e assemblée générale de l'ONU avait condamné par 91 voix l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne. Il en découlait que le gouvernement de Heng Samrin, mis en place et maintenu grâce à l'occupation étrangère ne pouvait être considéré comme légal. L'assemblée générale avait ainsi décidé de maintenir le siège à l'ONU du gouvernement du Kampuchea démocratique. Depuis lors, les dirigeants de Hanoï n'ont pas ménagé leurs efforts pour amener la 35e assemblée générale de l'ONU à entériner le « fait accompli ».

Lors de la saison sèche (septembre-avril), ils ont lancé une offensive généralisée pour tenter d'anéantir le gouvernement et l'armée nationale du Kampuchea démocratique. Se heurtant à une guérilla efficace et soutenue par la population, celle-ci a échoué. En même temps, le gouvernement de Heng Samrin voyait s'effriter son peu de réalité. De nombreux intellectuels khmers, un moment dérouterés, ont compris sa véritable nature de collaboration avec l'occupant. Ils l'ont alors quitté pour rejoindre les forces patriotiques. Privé de personnel administratif khmer, il a vu en outre de nombreux soldats et gardes d'auto-défense désertir et prendre souvent le parti de la population et se rebeller



contre l'occupant.

Fin juin, tirant les leçons de ces échecs, les dirigeants de Hanoï ont eu recours à une autre tactique. Escomptant un succès ponctuel mais spectaculaire, ils ont lancé une division à l'attaque de la base de guérilla de Phnom Malaï, située à proximité de la frontière khméro-thaïlandaise. Cela leur a permis de maintenir, après l'incursion des 23 et 24 juin, en territoire thaïlandais, une pression militaire permanente à la frontière. Les incidents ont été nombreux entre les troupes vietnamiennes et thaïlandaises.

Durant la même période, les trois principaux dirigeants vietnamiens se rendaient à Moscou. A leur retour, une conférence des ministres des Affaires étrangères (Laos, Vietnam, gouvernement Heng Samrin) se tenait à Vientiane. Radio Hanoï rendait ensuite publiques des propositions adressées à la Thaïlande. Elles avaient pour objectif de contraindre le gouvernement thaïlandais à entreprendre des pourparlers directs ou indirects avec le gouvernement de Heng Samrin en faisant miroiter en échange une détente à la frontière khméro-thaïlandaise.

Mais la Thaïlande restait ferme dans son refus de toute démarche allant dans le sens d'une reconnaissance de ce gouvernement fantôme. Par ailleurs, le maquis de Phnom Malaï s'avérait imprenable, tandis que les guérilleros mettaient à profit la saison des pluies pour intensifier leur activité. Ils lançaient des attaques contre les postes militaires vietnamiens, coupaient des voies de communication, opéraient jusque dans les régions frontalières du Viet-

nam et dans la capitale, Phnom Penh.

Cet été également, les dirigeants de Hanoï ont lancé avec l'aide de Moscou, de grandes manœuvres diplomatiques pour tenter d'affaiblir les positions du gouvernement du Kampuchea démocratique sur la scène internationale. Le seul résultat a été la reconnaissance du gouvernement de Heng Samrin par l'Inde, geste qui a suscité la désapprobation de maints pays non-alignés et des pays de l'ASEAN. Les tentatives pour écarter la délégation du Kampuchea démocratique de diverses conférences ou sessions de l'ONU ont été complètement échouées. Ainsi, lors de la Conférence de l'ONU pour les femmes,

plusieurs des pays qui s'étaient opposés en 1979 au maintien du siège du gouvernement du Kampuchea démocratique, ne suivaient pas cette fois l'URSS et le Vietnam dans le refus de considérer Mme Ieng Tirit, ministre des Affaires sociales de ce gouvernement, comme la représentante du Cambodge.

Comme on le voit les manœuvres de Hanoï et Moscou en vue de la bataille diplomatique à l'ONU n'ont pas été, en général, couronnées de succès. Aussi peut-on penser qu'ils ne partent pas gagnants dans leur tentative de faire perdre le siège à l'ONU au gouvernement du Kampuchea Démocratique, gouvernement légal du Cambodge.

DECLARATIONS DES PRINCIPAUX RESPONSABLES KHMERS

M. Khieu Samphan, Premier ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique :

« Nous sommes persuadés que les pays épris de paix et de justice ainsi que l'Organisation des Nations unies, refuseront d'entériner l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique en tolérant les manœuvres dites du siège vacant que sont en train de tramer les dirigeants de Hanoï et ceux de l'Union soviétique. Accepter de laisser vacant le siège du Kampuchea démocratique serait entériner l'agression armée du Vietnam contre le Kampuchea démocratique... »

(Le 24 juillet à la délégation d'amis français du Cambodge, reçue dans les zones libérées)

Le prince Sihanouk (déclaration publiée le 21 août à Pékin) :

« Je demande à l'ONU de ne jamais reconnaître le "fait accompli" vietnamien au Cambodge, de ne jamais reconnaître de jure le régime de Heng Samrin-Sovan installé à Phnom Penh par les impérialistes vietnamiens et soviétiques ».

M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) :

Le 27 août, à Paris, il a souhaité que soit appliquée la Résolution 22 de la 34e assemblée générale de l'ONU concernant le retrait des troupes vietnamiennes et des élections libres sous contrôle de l'ONU. En cas contraire, il s'est prononcé pour le *statu quo* quant au siège du représentant du Kampuchea à l'ONU.



CHILI : UNE FARCE ELECTORALE A DOUBLE TRANCHANT

Etat d'urgence prolongé de 6 mois, présence de responsables militaires dans les bureaux de vote, peine de prison de 60 jours pour les abstentionnistes, interdiction des meetings organisés par l'opposition, arrestation d'opposants par dizaines à la veille du scrutin : toutes ces mesures de répression n'ont pas empêché le peuple chilien de marquer son hostilité à l'égard de la junte militaire de Pinochet. En effet, contrairement aux pronostics, le référendum a accordé moins de 70% des suffrages au régime militaire.

Par contre, pour la première fois avec cette ampleur depuis 1973, l'opposition s'est manifestée ouvertement : manifestations de plusieurs milliers de personnes en pleine capitale, meetings-éclair dans le métro, distribution de tracts et de pamphlets sur les trottoirs.

Plus important encore : les divers courants opposés à la junte, de la démocratie chrétienne à la gauche, commencent à se regrouper sur une plate-forme commune.

La veuve du président Allende, mort lors du coup d'Etat de 1973, a d'ailleurs expliqué : « Indépendamment du résultat, le plébiscite constitue une victoire

populaire puisqu'il favorise l'unité de tous les opposants ».

LE PORTE-AVIONS SOVIETIQUE MINSK AU VIETNAM

Selon une agence de presse japonaise, le porte-avions militaire soviétique Minsk qui fait partie de la flotte soviétique du Pacifique, est entré le 6 septembre dans la baie de Cam Ranh, au Vietnam.

Depuis le début de l'année, la baie de Cam Ranh sert de plus en plus souvent aux bâtiments de guerre russes. Plus de 20 navires y sont parfois amarrés en même temps. La baie de Cam Ranh est ainsi devenue la principale base maritime et aérienne de l'URSS dans la région du Sud-est asiatique. Partant de là, la flotte soviétique se déploie beaucoup plus facilement et rapidement jusqu'au détroit de Malacca entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, et dans la mer de Chine méridionale.

LA YUGOSLAVIE ET LA ZAMBIE RECLAMENT LE RETRAIT DES TROUPES RUSSES D'AFGHANISTAN

Une déclaration conjointe Yougoslavie-Zambie a été publiée à Belgrade à l'issue d'une visite officielle du président zambien, Kaunda. Elle souligne : « Les troupes étrangères doivent se retirer de l'Afghanistan et la position indépendante et non-alignée de ce pays ainsi que le droit du peuple afghan de décider de son propre destin doivent être garantis ».

La déclaration affirme également que le problème cambodgien doit être réglé conformément à la résolution de l'ONU de novembre 1979. On se souvient que cette résolution demandait « le retrait des troupes étrangères du Cambodge ».

Enfin, la déclaration commune Yougoslavie-Zambie appelle à lutter « contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'hégémonisme, le racisme, l'apartheid et la domination sous toutes ses formes ainsi que les actes d'intervention dans les affaires intérieures d'autrui ».

AFGHANISTAN LES EMPLOYES DE LA COMPAGNIE CIVILE D'AVIATION, EN FUITE

Profitant des possibilités que leur offrait leur métier, 250 employés afghans de la compagnie aérienne nationale Ariana se sont enfuis de leur pays, avec leurs familles, depuis le mois de mai.

Le commandant d'un DC10 a affirmé qu'il ne restait plus que 7 pilotes de ligne en Afghanistan. Il a préféré s'enfuir parce qu'il était obligé de transporter des armes et des soldats dans les zones de combats.

CONFERENCE MUSULMANE INTERNATIONALE EN URSS : TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE

La conférence musulmane internationale de Tachkent, organisée en URSS par l'Etat soviétique, aura connu bien des péripéties malheureuses pour ses organisateurs qui se faisaient fort d'obtenir des participants un plébiscite à leur politique internationale. D'abord, la plupart des pays islamiques invités ont boycotté la conférence en raison de l'invasion soviétique en Afghanistan, pays de religion musulmane. Ensuite, parmi les participants, 5 pays - Koweït, Jordanie, Ghana, Ile Maurice et Sri Lanka - ont demandé que la résolution finale « exige le retrait de toutes les forces étrangères des pays musulmans occupés ». Le représentant de

l'Ile Maurice a précisé que cette demande visait notamment l'Afghanistan. Finalement, malgré les promesses du chef religieux d'Asie soviétique, qui avait affirmé que la résolution finale inclurait ce passage, les organisateurs de la conférence, bien embarrassés par une telle condamnation, ont mis un terme au débat, sans proposer de déclaration finale.

ROUMANIE DES MESURES CONTRE LES PRIVILEGES

Ceausescu, dirigeant du Parti communiste de Roumanie, au cours d'un discours devant le Congrès des conseils populaires, a rappelé la volonté du parti de « liquider les contradictions qui continuent à se manifester dans les conditions du socialisme ».

Ceausescu a rappelé la diminution de l'écart entre les hauts et les bas salaires, la réduction des salaires des permanents du parti et de l'Etat, la réduction des dépenses militaires, autant de mesures destinées à satisfaire les revendications populaires contre la hausse des prix et les privilèges des cadres. Certaines usines avaient même fait grève, ces derniers mois, pour réclamer des augmentations de salaire.

LE CHOMAGE EN OCCIDENT

Pratiquement tous les pays capitalistes occidentaux ont connu un accroissement notable du chômage entre 79 et 80.

Ce sont les USA qui ont connu la plus forte progression, passant de 5,8% de chômage en 79 à 7,5% en 1980.

En Grande-Bretagne, de 7,9 à 8,0, le chômage passe de 5,8% à 7,3% de la population active, en Italie de 4,3% à 6%, en France de 6,2% à 6,8%.

C'est le Canada qui connaît le plus haut pourcentage de chômage avec 7,7%.

Turquie

Les raisons d'un coup d'état

Vendredi 12 septembre, l'état-major de l'armée turque a renversé le pouvoir civil. Le général Evren, chef d'état-major est devenu président du Conseil national de sécurité. Pourquoi ce coup d'Etat militaire, le 3e depuis 1960 ?

Depuis plusieurs mois, la Turquie était en proie à un certain éveil de l'islamisme intégriste, à l'intensification du mouvement séparatiste kurde et, surtout peut-être, à une recrudescence de la violence fasciste et du terro-

risme : près de 2 000 assassinats depuis le début de l'année. Ces phénomènes se développaient alors que la crise économique s'était de plus en plus aggravée depuis 1974 : 2,5 à 5 millions de chômeurs (selon que l'on in-

clut ou non les saisonniers), un taux d'inflation de plus de 50% par an, etc.

Confronté à une telle situation d'ensemble, le pouvoir réagissait en montrant quelque indulgence au MHP fasciste, *Parti du mouvement nationaliste* du colonel Türkes. Sous couvert de lutte contre la violence, il mettait en place un état de siège

qui limitait de plus en plus les droits du peuple, permettait de briser nombre de grèves.

AVERTISSEMENTS DES MILITAIRES

Ces mesures s'avérant inopérantes, les responsables de l'armée ont multiplié les avertissements. Ils reprochaient au Parlement sa paralysie, aux partis leur incapacité à prévenir « l'anarchie et le séparatisme », avec pour conséquences le risque de déstabilisation de la Turquie et son affaiblissement face à la pression de l'Union soviétique. Celle-ci était suspecte à leurs yeux comme à ceux de divers milieux turcs d'encourager en sous-main le séparatisme et le terrorisme. Située à la jonction du Moyen-Orient et de la Méditerranée, la Turquie constitue, il est vrai, une région stratégique au regard des ambitions planétaires de l'URSS. Ainsi, les détroits du Bosphore et des Dardanelles sont le passage obligé de sa flotte de la mer Noire vers la Méditerranée.

Les responsables de l'état-major turc savaient par ailleurs pouvoir compter pour le moins sur une neutralité bienveillante des USA, alarmés, après la perte de leur influence en Iran, de la déstabilisation de la Turquie, maillon-clé du flanc sud de l'OTAN. Un coup d'Etat était donc devenu probable.

DES PROJETS ENCORE FLOUS

Le général Evren, devenu président du Conseil national de sécurité se réclame d'idéaux kémalistes, nationalistes et laïcs. Il a promis de rétablir le plus rapidement possible la démocratie après le vote d'une nouvelle constitution.

En attendant, tous les partis politiques ont été interdits, y compris il est vrai le parti fasciste du colonel Türkes, contraint aujourd'hui à la reddition alors qu'après le coup d'Etat de 1971, il avait participé au pouvoir.

Pour l'instant, le coup d'Etat n'a fait que pousser plus loin la logique du régime précédent en généralisant l'état de siège, en interdisant les syndicats, sauf toutefois le Turkis (le plus important et « modéré ») en supprimant le droit de grève.

La stabilisation du pays que le général Evren appelle de ses vœux ne pourrait elle-même qu'être temporaire si elle devait se faire ainsi au détriment d'intérêts vitaux du peuple turc.

Il faudra attendre les prochaines décisions du général Evren pour pouvoir juger de ses véritables intentions.

Corée du Sud La peine de mort requise contre Kim Dae Jung

« La crainte de l'opinion publique est une faiblesse de gentilhomme. Je crois invariablement que la baïonnette est plusieurs fois plus puissante que l'opinion publique. Voilà ma vérité » : telle est, résumée en quelques mots, l'éthique profondément barbare de l'organisateur du massacre de Kwangju, en Corée du Sud, au mois de mai.

Aujourd'hui, ce général, nommé Chon Too-Hwan, fidèle successeur du dictateur Park Chung-Hee, est l'homme fort du régime militaire. Dans ces conditions, quoi d'étonnant si le procureur militaire a réclamé, le 11 septembre, dans son réquisitoire, la peine de mort contre Kim Dae-Jung, principal leader démocrate de l'opposition sud-coréenne ?

Inculpé de complot contre le pouvoir et d'être communiste, Kim Dae-Jung est, selon la « loi » (1) sud-coréenne, passible de la peine de mort. L'acharnement des autorités à liquider cette figure de proue du peuple coréen s'explique aisément car il symbolise l'alternative démocratique, dans ce pays soumis quasiment sans interruption depuis 30 ans à un régime de dictature militaire. Il symbolise aussi l'espoir d'une réunification avec le Nord, et ceci est très important, surtout pour les 10 millions de Coréens dont les familles sont séparées.

UN DEMOCRATE LIBERAL

Interviewé en février dernier, après l'assassinat du dictateur Park Chung-Hee, Kim Dae Jung exprimait sa confiance, quoi qu'il advienne, dans la maturité politique croissante de son peuple : « Quand j'ai dit que les années 80 seraient la décennie de la victoire des simples citoyens, je voulais dire que le peuple coréen, par la lutte qu'il a menée au cours des 7 dernières années, a appris la valeur du combat contre un système répressif. Il a gagné, il connaît maintenant la valeur de la lutte ; la puissance de sa participation et la force de sa conscience seront à l'avenir le facteur crucial. Plus aucun système politique ne pourra le manipuler à ses propres fins. Il sera de plus en plus conscient de son pouvoir et de sa force ».

Démocrate, Kim Dae Jung l'est assurément. Mais il serait faux d'en faire un communiste, un adepte du système socialiste. Comme le montrent ses déclarations, c'est un démocrate libéral, partisan du système économique occidental, avec toutes les illusions « égalitaires » que cela comporte : « Si je me consacre à la promotion des institutions démocratiques, c'est qu'il nous faut un système politique libre, compatible avec le désir du peuple. Quand je dis que ce pays a besoin d'un système politique libre, je veux aussi dire qu'il n'y a que sous un tel système que nous parviendrons à connaître un véritable développement économique. (...) Sous le système de Park, le peuple a dû payer très cher pour la croissance. Il a subi une inflation extrêmement élevée, il a

souffert d'une distribution extrêmement inégale des richesses, et il ne bénéficie d'aucune stabilité. Ce que j'avance, c'est qu'il n'y a que sous un système politique démocratique qu'on peut réaliser ces trois facteurs de la croissance économique : distribution des richesses, équilibre économique et stabilité ».

UN CREDIT EN PERTE DE VITESSE

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi un « démocrate libéral, champion des droits de l'homme » comme se veut le président américain Carter, ne prend pas énergiquement la défense de l'opposition démocratique de Corée du Sud ? La réponse est simple ; comme l'a déclaré Carter lui-même, après le carnage de Kwangju en mai dernier, « Nous ne pouvons renoncer à nos relations avec nos alliés et partenaires commerciaux simplement parce qu'ils ne respectent pas notre conception des droits de l'homme ». De crainte de perdre leur zone d'influence en Extrême-Orient, de crainte de se voir supplantés par l'URSS, les USA préfèrent la poigne du général Chon à une issue démocratique qui déboucherait dieu sait sur quoi... Tant pis pour Kim Dae Jung, s'il y laisse sa peau !

Quant au gouvernement français, il a été en-dessous de tout. Même pas une petite mise en garde verbale comme l'ont fait les Allemands. Il faut dire qu'il y a plusieurs années que nos hommes d'affaires essaient de vendre deux centrales nucléaires à la Corée du Sud. Affaires obligent !

Mais ces calculs risquent fort de se retourner contre leurs auteurs. Selon les journalistes étrangers et les exilés coréens, pour la première fois avec cette ampleur, le peuple coréen, l'opposition démocrate, y compris les conservateurs, prennent conscience de l'appui accordé par les « démocraties du monde libre » au système dictatorial sud-coréen.

L'image de marque, le crédit dont jouissait encore l'Occident auprès du peuple coréen, a du même coup pris un sérieux coup dans l'aile.

Claude LIRIA



En haut : Ankara, contrôle de voitures

En bas : Istanbul, la vie reprend après la levée de l'interdiction de circuler imposée par les militaires à toute la population



...TELE RENDEZ-VOUS...TELE R

Mardi 23 septembre, A 2, 15h 55
DAUMIER : UN ARTISTE REPUBLICAIN
EN COLERE

Une biographie de Daumier restituée dans son époque, avec les luttes qu'il a menées aux côtés des travailleurs contre la société bourgeoise de son temps. Encore une commémoration en catimini, à une heure de faible écoute.

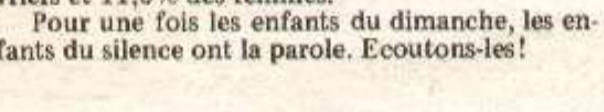
Mardi 23 septembre, TF1, 21 h 30
LES ENFANTS DU DIMANCHE



« On reste ensemble à cause du gosse, on s'arrache les tifs tifs tifs, et on se tire des baffes, baffes, baffes. On reste ensemble à cause du gosse et on se tire des gnos, gnos, gnos pour voir qui qu'a raison ». Tout ça jusqu'au jour où l'on arrive de façon inéluctable à la conclusion : « Nous ne vieillirons pas ensemble ». Mais les gosses dans tout ça ? Hé bien, c'est les « enfants du dimanche », ceux qui démantèlent le premier et le troisième week-end de chaque mois pour aller chez leur père, « enfants du dimanche ou des vacances » qu'on s'expédie comme de précieux colis que deviennent-ils ? Le plus souvent une monnaie d'échanges. « Je te laisse la tondeuse à gazon, la machine à coudre et le sofa, moi je prendrai le gosse et la maison » quand ils ne sont pas otages. Du jour au lendemain sur la seule décision d'un juge qui ne les a jamais vus et qui leur a encore moins demandé leur avis, ces enfants doivent quitter un des deux parents, peut-être même un frère ou une sœur, et toujours leurs copains et copines, leur quartier, leur école. Ces enfants, Michèle Tournier est allée leur demander leur avis, les filmer et les interviewer. Ils demandent à être consultés lors de la séparation et du divorce, qu'ils ont bien souvent vécu de façon traumatisante. Certains, dont les parents se sont quittés bons amis et habitent le même quartier, vont d'un appartement à l'autre, sont contents d'avoir deux maisons, deux chambres, deux anniversaires et deux Noël, les mêmes disent qu'ils voient plus leur père maintenant qu'avant le divorce et qu'il est plus disponible avec eux. Les conditions économiques difficiles ne facilitent pas la séparation et ses conséquences sur les enfants.

En 78, 98 000 couples français ont demandé le divorce. 72% d'entre eux avaient un enfant ou plus. 39,2% des hommes divorcés sont des ouvriers et 11,3% des femmes. Pour une fois les enfants du dimanche, les enfants du silence ont la parole. Écoutez-les !

Mardi 30 septembre, TF1, 20h 30
LE CARTON ROUGE



Mercredi 24 septembre, TF 1, 20h30
LE TARTUFFE DE MOLIÈRE



« Couvrez ce sein que je ne saurais voir. Par de pareils objets les âmes sont blessées, et cela fait venir de coupables pensées. » Cette réplique célèbre, Molière l'a mise dans la bouche de Tartuffe. Elle caractérise bien l'hypocrisie de ce faux dévot, véritable escroc qui s'introduit dans la maison du bourgeois Orgon et, avec forces dévoteries et faux, réussit à l'envoûter à un point tel que ce dernier lui fait une donation de biens et veut à tout prix lui donner sa fille en mariage. Non content de la main de la fille, Tartuffe tente de séduire la femme de son protecteur impénitent. Mais comme chante Eddy Mitchell « Trop, c'est trop... » et au moment où tout semble perdu le roi arrive pour tout arranger.

Autant dire que le Tartuffe souleva une polémique d'autant plus vive que la religion jouait un rôle de tout premier plan dans le système féodal : c'est grâce à l'appui de Louis XIV que Molière après de vives échauffourées parvint à Versailles. Pourquoi Louis XIV soutient-il une pièce dans laquelle les dévots sont présentés comme des escrocs de première classe ? Après avoir brisé le pouvoir des grands féodaux et la révolte de la

Fronde, le roi soleil, établissant son pouvoir absolu et centralisé, n'entendait tolérer aucune résistance. Cette centralisation correspondait aux intérêts de la bourgeoisie montante qui avait besoin d'un Etat stable centralisé et d'un marché intérieur de plus en plus étendu. De nombreux opposants devant l'impossibilité d'une action politique avaient enfourché les querelles religieuses pour s'opposer au pouvoir royal et préserver leurs intérêts. La secte des jansénistes (tenants d'une religion très austère) comptait nombre d'anciens frondeurs (grands féodaux et membres des parlements dont le pouvoir avait été réduit à néant).

Les membres de la Compagnie du Saint-Sacrement, véritable contre-pouvoir, ne s'y trompèrent pas et menèrent une véritable cabale contre le Tartuffe de Molière.

Le mobile du crime : la force de Molière dont les œuvres reflètent la montée de la bourgeoisie, c'est que ses personnages sont toujours très typés socialement et leurs actions sont déterminées par l'intérêt et l'argent. Ainsi derrière les simagrées de Tartuffe un mobile : s'approprier les biens d'Orgon après l'avoir fourré en prison. Le pouvoir du père sur ses enfants, la famille, sont mis à mal dans cette pièce très moderne notamment lorsque le père veut marier Tartuffe à sa fille, qui ne peut le souffrir. « Non, il faut qu'une fille obéisse à son père, voulait-il lui donner un singe pour époux. » s'exclame Dorine, la servante, en signe de dérision. Dorine, comme Sganarelle dans une autre pièce, joue un rôle positif et représente la voie de la sagesse devant les incohérences de son maître. C'est le peuple qui fait son entrée sur la scène ; on verra plus tard Figaro, au XVIIIe siècle, jouer un rôle plus important que son maître dans la pièce de Beaumarchais. La révolution française approche...

Jouée en décor naturel, la pièce est montée par Jean Pignol, c'est le merveilleux Galabru qui interprète Tartuffe.

Mardi 30 septembre, TF1, 20h 30
LE CARTON ROUGE



« Carton rouge » : sorti du terrain. Pour Lucien Grotachevski, dit Grot, c'est le dernier carton rouge, son contrat ne sera plus renouvelé. « Le football c'est une grande famille » a beau jeu de dire le président du club, ajoutant un couplet sur la valeur du travail. Pour Grot tout est fini, vidé du terrain, vidé de l'équipe, il doit aussi quitter le logement de « fonction » qu'il occupait pour laisser place libre à son remplaçant acheté directement en Pologne. Grot est trop brutal sur le terrain et puis il a 31 ans.

Comme dans l'excellent « Coup de tête », le réalisateur nous montre l'impact populaire du sport et aussi le rôle de l'argent dans la compétition.

De nombreux jeunes travailleurs, passionnés de sport, voient dans le football et dans une glorieuse carrière sportive, le moyen de sortir de leur condition et d'échapper à l'usine.

Dans le film, Grotachevski est le fils d'un mineur polonais émigré dans le Nord de la France, à Fourmies.

« Le Carton rouge » n'est pas spécialement un film sur le football. Le fait de devoir changer de métier et de vie est quelque chose qui peut arriver à tout le monde aujourd'hui quelle que soit la profession que l'on exerce » dit Alain Quercy, le réalisateur. « Carton rouge » signifie : sortie du terrain, mais aussi de l'usine, de l'atelier, du bureau, de la ferme. Deux millions de cartons rouges actuellement en France. Pour Grot, c'est l'ANPE avec ses longues files de travailleurs au regard triste, des jeunes, des vieux, des immigrés, des femmes. C'est les papiers qu'il ne sait pas remplir, les réflexions qu'il doit encaisser, et surtout le sentiment d'être inutile, bon à rien, alors qu'auparavant il faisait vibrer les stades. Sur un banc d'écolier, il doit passer des tests, travailler dur le soir pour préparer la FPA de mécanique. « Je ne veux pas être un maquereau, moi ! ». Le chômage qui détruit un couple... Grot accepte mal que sa femme se mette à travailler et qu'à son tour, il dépende d'elle. Situation aggravée du fait de leurs horaires décalés, ils ne se voient quasiment plus.

Puis c'est la FPA... A travers ce film en apparence sur le football, c'est tout le drame des chômeurs qui se dessine en filigrane. Alain Quercy a trouvé le ton juste, on sent que son travail est le résultat d'une enquête. On lui doit déjà à la télévision, « La petite Fardette », « Jean de Champ », « Les maîtres sonneurs ». Allez le « Carton rouge » !

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE R

PROJET DE PROGRAMME soumis à la discussion préparatoire au IVème Congrès du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Ce projet, adopté par le Comité central du PCML début septembre, lors de sa XVIIe session, concrétise plusieurs mois de discussion et de travaux menés à tous les niveaux du parti, et notamment une réunion nationale de travail en juillet dernier.

Ce projet est soumis aux militants du parti bien sûr, mais aussi à ses sympathisants, à ses amis, aux lecteurs de notre presse, à tous nos camarades de combat. Instrument qui fixe les grandes orientations de notre lutte, qui délimite ce que propose notre parti pour l'action de la classe ouvrière et du peuple de notre pays, le programme ne saurait être élaboré dans les bureaux en comité restreint. Nous avons besoin des critiques, des remarques, des suggestions de tous ceux qui se battent à nos côtés. Voilà pourquoi le Comité central du parti envoie ce projet aux organisations marxistes-léninistes de notre pays comme à des organisations et associations amies afin de recueillir leurs avis et points de vue. Tout cela nous sera précieux.

Tous les problèmes posés au parti ne sont pas réglés ni tous traités par ce texte. Son IVe congrès aura à élaborer des thèses et résolutions concernant des questions-clés ou particulières. Dans l'immédiat, c'est ce texte qui condense la ligne idéologique et politique proposée pour le IVe congrès du PCML.

Pour faciliter la centralisation des points de vue, des amendements, des critiques, chaque paragraphe a été numéroté dans chaque grande partie du programme ; il s'agit d'une méthode de travail et non d'une hiérarchisation des points abordés. Donc, dans vos remarques, contributions, signaler l'origine des passages discutés. Exemples : I-3 signifie le 3e paragraphe de la 1ère partie, III-27, le 27e paragraphe de la troisième, etc.

Une tribune de discussion sera ouverte dans l'hébergement qui s'efforcera de regrouper les points de vue, de mettre en évidence les enjeux de la discussion et d'apporter des éclaircissements, explications et points de vue du Comité central si nécessaire. Cette tribune essaiera de refléter la discussion qui aura lieu entre le parti et ses amis, et celle qui animera les cellules, les conférences locales, régionales et le congrès lui-même.

1 PLUS QUE JAMAIS DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI, LA REVOLUTION EST NECESSAIRE

1 Changer, réaliser le changement, sont les maîtres mots de la politique en cette fin de siècle. Le changement dont parlent les communistes, celui qu'ils proposent dans leur programme, est soumis aux réalités concrètes de la société française d'aujourd'hui, à celles de l'époque et du monde de maintenant et aux lois qui mènent leur développement.

Détruire le système capitaliste, remettre à l'endroit ce monde à l'envers

2 La France des années 1980 n'est pas ce magnifique « pays industriel libéral avancé » qu'avait promis ceux qui la gouvernent ; elle n'est pas non plus en passe de devenir la société post-industrielle, « programmée », sans luttes ni exploitation dont rêvent certains penseurs contemporains. Dans notre pays, aujourd'hui comme hier, et depuis des décennies, domine le capitalisme parvenu à son stade impérialiste : une poignée de possesseurs de portefeuilles d'actions, de propriétaires terriens et politiciens à leur service, dirige la destinée de 50 millions de Français.

3 Hier maîtres des forges, colons propriétaires d'hévéas, aujourd'hui patrons du nucléaire ou PDG de compagnies pétrolières, ils sont toujours là, les mêmes ou presque, les mêmes famille de banquiers, les mêmes dans les salons des ambassades et les cabinets des ministères, même si les formes et les bases économiques de leur puissance ont changé au cours des ans.

4 Notre pays marche sur la tête : ceux qui, par millions, construisent, labourent, produisent, créent les richesses, n'ont pas droit au chapitre ; ceux qui possèdent, qui profitent de toutes ces richesses, qui décident effectivement, sont une poignée d'autres qui n'ont de cesse de préserver et accroître leurs profits et leur pouvoir. Pour plus d'argent, plus de puissance pour eux, il y a davantage d'exploitation, davantage de chômage et de misère, plus d'oppression encore envers ceux qui produisent ici et dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, envers les ouvriers et les peuples du monde entier.

5 La lutte à mort entre exploités et exploités, oppresseurs et opprimés n'a pas disparu ni même décliné. Par ses combats quotidiens comme ceux de grande ampleur, la classe ouvrière a su imposer des rapports de forces et arracher des droits et quelques éléments de bien-être. La France de 1980, celle des ordinateurs et de la Sécurité sociale n'est plus celle du XIXe siècle des fabriques et de l'interdiction des syndicats. Néanmoins, aujourd'hui comme hier, l'écart entre ceux qui produisent et ne possèdent rien et la minorité possédante s'accroît chaque jour davantage. Les lois essentielles du système restent les mêmes : celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, celle de la réalisation du profit maximum par la poignée de ceux qui tiennent en mains les rênes du pays, celle de la lutte de classes, classe capitaliste contre classe ouvrière.

6 Changer la vie de la majorité des hommes et des femmes de France signifie pour les communistes changer la société, changer ce système, détruire ce rapport d'exploitation, remettre à l'endroit ce monde à l'envers.

Unpeuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre

7 La France n'est pas seule sur la planète ni le nombril du monde. Par le passé et maintenant, dans d'autres pays, les peuples ont vécu et lutté, vivent et luttent et accumulent d'innombrables expériences de transformation et de révolution sociales. Certains sont plus avancés que d'autres dans la voie de l'émancipation. Et si l'histoire du peuple de France s'est faite et se fera par son énergie propre, il est sûr que les bouleversements qui secouent le monde entier interviennent et interviendront dans son destin. Aujourd'hui, bien plus encore qu'il y a un siècle. Car les mécanismes économiques, les idéologies et les ambitions politiques régissent les uns sur les autres, s'interpénètrent et s'affrontent.

8 Ce vingtième siècle, le capitalisme a étendu ses tentacules impérialistes à toute la planète. Commencés par les colonialistes français, anglais, allemands, à la fin du siècle dernier et au début du siècle, repris et amplifiés par les impérialistes américains dans sa seconde moitié, le pillage, l'oppression, les massacres impérialistes continuent à l'encontre des peuples du monde entier alors qu'un nouvel escroc international, profitant du déclin des premiers et des difficultés des seconds, s'est introduit à la table des exploités voilà plus d'une dizaine d'années ; le social-impérialisme russe, impérialisme dernier venu qui se prétend socialisme, est aussi agressif, spoliateur, vorace que ses rivaux au temps de leur apogée. La lutte pour le partage du gâteau, pour dominer le monde, continue et s'aiguise entre les deux superpuissances américaine et russe, principaux exploités et oppresseurs qui cherchent à mettre la planète entière en coupe réglée, y compris les vieux pays impérialistes qu'ils s'efforcent de se soumettre et de neutraliser. Ces deux-là rivalisent et iront s'entre-déchirant jusqu'à entraîner le monde dans une troisième guerre généralisée pour assouvir leurs appétits.

9 Mais les temps avancent. Hier, dans les misères et les tumultes pointa la Commune de Paris, triompha la Révolution bolchévique, s'émancipèrent en tempêtes de grands pays d'Orient et d'Extrême-Orient. Dans les années 50 et 60, en contrepoint historique de l'exploitation impérialiste se sont levés les peuples anciennement colonisés qui s'organisent en nations et pays indépendants, tant en Afrique qu'en Asie, tant en Amérique latine qu'en Moyen-Orient. Le Tiers Monde, hier encore assommé et mis en tutelle, est et sera le fossoyeur de l'impérialisme, du social-impérialisme car ceux-ci, déployant leurs ambitions au monde entier, pour se reproduire et dominer leurs esclaves, les ont multipliés et les ont inéluctablement unis contre eux.

10 Des milliards d'hommes et de femmes qui s'emploient à briser les chaînes impérialistes sont entrés sur la scène de l'histoire des sociétés et de leurs révolutions. Adjoint puissant à la classe des prolétaires, le Tiers Monde constitue aujourd'hui la force principale pour la liquidation de l'impérialisme à l'échelle planétaire.

11 Changer le monde pour les communistes en France, signifie choisir le camp des opprimés et unir en actes la révolution de la classe ouvrière en France et dans les pays impérialistes et celle des nations et peuples dominés par l'impérialisme.

En marche vers le communisme

12 Qu'on le veuille ou non, ces révolutions se préparent, grossissent et exploseront ; qu'on le veuille ou non, l'humanité en mouvement tend vers le communisme. Au terme d'une longue marche faite de flux et de reflux, de secousses et d'avancées formidables, d'échecs et de détours inévitables, les efforts gigantesques et incessants des opprimés pour leur émancipation auront bâti un monde où les hommes s'organisent sans exploitation, sans classes ni sectes ni tribus, sans Etat, où ils résolvent les contradictions substantielles sans affrontements ni guerres, où ils maîtrisent les différences et spécificités entre eux, entre hommes et femmes, entre nations, entre villes et campagnes, entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, où ils surmontent les déséquilibres hérités de la nature et de l'histoire, dans un monde où l'ensemble des besoins sont satisfaits. Encore éloigné, ce monde de la maîtrise de la nature et des lois humaines, de la liberté et de l'égalité vraies, c'est le communisme.

13 Dès aujourd'hui, les communistes agissent pour son avènement et sa construction, enracinés au cœur des exploités et des opprimés, unis par-delà les frontières, les différences et les particularismes. Ni marchands d'utopies ni politiciens pragmatiques et intéressés, ils fondent leur action sur les leçons du passé et du présent tirées de l'instimable expérience des masses exploitées et opprimées. L'humanité avance selon des lois historiques indépendantes de la volonté des hommes : on peut les découvrir, les connaître, les exploiter, mais non les modifier ni les abolir ; en retour, la connaissance de ces lois du développement de la réalité permet de la transformer, d'accélérer les processus en cours, d'éviter des détours, de limiter des reculs, des massacres et des ruines. Militants de la cause du prolétariat et des peuples opprimés, les communistes ont concentré leurs expérien-

ces multiples et diverses et ont formulé des lois — même si imparfaites et grossières encore — du développement des sociétés humaines. Marx et Engels au siècle dernier, Lénine, Staline, Mao Tsetoung dans ce siècle, ont synthétisé l'expérience de leurs peuples et formulé les lois principales qui constituent les fondements théoriques de l'action des communistes, les guides nécessaires de leur activité révolutionnaire.

14 Voilà pourquoi, pour changer le monde, les communistes du Parti communiste marxiste-léniniste se réfèrent aux thèses de ces dirigeants de la cause prolétarienne, même s'ils sont conscients des limites des connaissances humaines en matière de révolution et des efforts soutenus à déployer pour connaître la réalité de leur pays et du monde contemporain, pour la fusionner avec les enseignements universels des révolutions passées et présentes et frayer la voie de la révolution pour la France.

En France, une révolution socialiste est indispensable

15 Dans le développement des sociétés humaines, au capitalisme succède le socialisme durant lequel mûrissent longuement les conditions d'existence et d'extension de la société communiste.

16 Dans la France des années 80 où la bourgeoisie domine depuis bientôt deux siècles, seule la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme sont en mesure de juguler la crise, de résoudre les contradictions inscrites au cœur du système impérialiste et avant tout la contradiction de fond qui oppose la bourgeoisie au prolétariat. Cette loi vaut pour tous les vieux pays capitalistes même si aucun d'entre eux n'a connu de révolution ni d'expérience socialiste victorieuse et durable.

17 Comment remettre la France sur ses pieds ? Comment changer le rapport d'exploitation existant ? C'est un problème de pouvoir, problème numéroté de la révolution en France. La minorité d'exploiteurs se maintient et tient le haut du pavé, forte de son pouvoir politique, de ses organes de répression, forte de son arsenal multiforme de médias. Si elle a cédé sur quelques libertés démocratiques et parlementaires, elle est toujours prête à les transgresser, à faire donner ses gardes mobiles et à faire officier ses tribunaux au moindre soubresaut populaire. Plus la démocratie — bourgeoise s'entend — se proclame à grands cris, accomplie et inégalable, plus la bourgeoisie, redoutant quelque fragilité institutionnelle et « irresponsabilité populaire », militarise son appareil d'Etat et multiplie les lois anticasseurs, les codes pénaux répressifs et fournit des mousquetons à ses brigades d'intervention. Ni gestionnaire réalisant les équilibres économiques, ni arbitre au-dessus des intérêts antagoniques, l'Etat capitaliste assure de fait la domination des exploités sur les exploités, la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les autres classes du peuple.

18 Aussi, pour changer quelque chose en profondeur ici, faut-il arracher le pouvoir aux mains des exploités, faut-il briser leurs instruments de pouvoir, leur Etat, leur armée, leur police, leur justice et leur appareil de propagande ; ils n'ont jamais et n'abandonneront jamais leurs profits, leurs richesses et leur pouvoir de bonne volonté et se battent et se battront avec une violence inégalée et quotidienne pour les conserver. Les communistes ne sont pas pour la violence pour la violence et souhaiteraient que l'avènement du socialisme soit sans accroc ; force leur est de constater que cela n'a jamais existé, que le recours à la violence est le fait de la bourgeoisie elle-même et que les promesses de passage au socialisme par simple conquête électorale ont conduit à l'impasse ou au bain de sang.

19 Aussi la révolution socialiste dans notre pays ne saurait-elle être ni le « grand soir » conspiratif de « casseurs » modernes embrasant la planète ni le grignotage sans à-coups de pouvoirs locaux, ni la conquête progressive de contre-pouvoirs, ni l'avancée royale par les 51% électoraux. Elle gonfle et mûrit de l'accumulation des forces prolétariennes et populaires et explose alors que le capital arrive au bout de son rouleau.

20 Changer la France, contribuer à en faire une France socialiste, signifie pour les communistes préparer les conditions d'une telle révolution.

La classe ouvrière, force motrice de la révolution en France

21 La révolution socialiste a pour noyau, pour moteur de développement, la classe ouvrière de notre pays. Le capital, lors du processus de sa naissance, de son essor et de sa concentration comme de son pourrissement, a contribué à forger, à éduquer et à organiser son contraire, ce groupe d'hommes qui ne possède rien que la faculté de produire et de se reproduire, cette classe des prolétaires exploitée par excellence, révolutionnaire par excellence car elle n'a rien à perdre à briser les chaînes de l'exploitation.

22 Tous égaux dans la production face au capital qui les presse, les prolétaires sont éparpillés, divisés d'un pays à l'autre, d'une usine à l'autre, par les différences de salaires, par les différents postes dans la division du travail, par la hiérarchisation des tâches. Leur unité, leur conscience d'être une classe une et indivisible, constituent une question-clé dont la solution décide de l'issue de l'affrontement avec le capital. Celui-ci fait des pieds et des mains pour diviser la masse gigantesque des prolétaires qui s'enfle et le menace alors que la classe ouvrière cherche et tâtonne pour conquérir son unité, sa force de transformation sociale. Depuis près de 150 ans, la classe des prolétaires, dans notre pays, se défend et contre-attaque, s'efforce de forger son unité et s'éduque dans les combats, des premières batailles de 1848 à celle de la Commune de Paris, du Front populaire de 1936 à Mai 68, des luttes antinazies aux luttes anticoloniales ; la bourgeoisie n'a pas exercé son hégémonie sans douleur ni reculs, même si les plus importants ne furent que momentanés. Épisodes glorieux, riches d'expérience, lourds de promesses qui marquent la société française autrement plus que les longues années qui les précédèrent et suivirent.

23 Mais l'histoire ne se limite pas à celle des deux pôles, des deux classes antagoniques ; si leur affrontement détermine le sens de l'avancée sociale, des centaines de milliers d'hommes et de femmes, obéissant à des intérêts spécifiques, participent aux batailles et, situés entre deux, choisissent sans cesse entre prolétariat et bourgeoisie. Par la concentration inouïe de la production et des services s'accroît la bipolarisation des intérêts des différentes classes sociales dans notre société. Les secteurs de la paysannerie, de l'artisanat, du commerce, sont menacés et peu à peu détruits par la monopolisation à outrance ; tous ceux du monde des idées, de l'école, de la culture, sont chaque jour davantage contraints de participer, même de manière caricaturale, à la reproduction idéologique du système capitaliste ; des millions d'employés, hier encore « considérés » au temps de la mi-

se sur pied de l'administration capitaliste, sont désormais, par leurs revenus, leurs conditions de travail et de vie, traités au même titre que les prolétaires eux-mêmes. Aujourd'hui plus qu'hier, les alliés de la classe ouvrière se mettent sur les rangs anticapitalistes et constituent en potentiel des légions massives et indispensables à la victoire.

24 Quelle mémoire ouvrière a oublié l'isolement des insurgés parisiens de 1848, la coupure mortelle des Communistes d'avec la masse paysanne en 1871 ? La classe ouvrière ne saurait vaincre seule un pouvoir armé de pied en cap s'il s'appuie sur ou neutralise les autres classes du peuple. Mais l'alliance nécessaire ne peut être seulement ponctuelle, tactique, bornée aux premiers assauts ; elle est de portée à long terme pour une bonne part des classes populaires dont les intérêts s'accommoderaient aisément de la destruction d'un appareil d'Etat qui leur est étranger et qui les opprime. La grande masse des travailleurs de notre pays, ouvriers mais aussi employés, paysans, techniciens, intellectuels, ont objectivement intérêt à la révolution et à l'édification socialistes.

25 Changer ce pays en profondeur nécessite que les larges masses ouvrières se mettent en branle, peu à peu soudées aux masses populaires dans le combat anticapitaliste commun.

Forger le parti du prolétariat, le parti communiste

26 Ainsi dans la France des années 80, comme depuis des décennies, la lutte pour garder le pouvoir politique, y participer, le prendre, mobilise les classes sociales, qu'une longue pratique a rendu expérimentées et averties pour ces combats, tour à tour violents ou pacifiques, électoraux, parlementaires ou de masse, économiques ou strictement politiques, idéologiques et culturels. Depuis des décennies, elles se sont organisées en partis politiques à la fois reflets et instruments de leurs intérêts de classe.

27 Le prolétariat, quant à lui, s'organise par le parti communiste qui regroupe la fraction la plus battante, la plus consciente, la plus experte, l'aile marchante de la classe. Le seul soulèvement des masses ouvrières et populaires, excédées par l'exploitation, leur seule organisation dans les larges organisations syndicales de défense de leurs intérêts immédiats ne sauraient conduire à la victoire finale qui nécessite la centralisation des énergies et des volontés, la discipline des actions éparpillées dans les assauts, sur la base de la maîtrise des lois de la révolution. L'action de minorités agissantes, conspiratives ou terroristes ne saurait non plus déboucher pour en finir avec le capitalisme car les succès décisifs supposent la préparation, la mobilisation des larges masses ouvrières elles-mêmes, étroitement liées et unies à leur parti. Telle

est l'une des leçons de l'histoire ouvrière, chèrement payée, de la Commune de Paris au Chili.

28 Il ne suffit pas à un tel parti qu'il se proclame communiste, qu'il se réclame de la classe ouvrière, qu'il se réfère en paroles au marxisme ou même au léninisme. C'est en actes qu'il doit identifier ses intérêts à ceux de la classe ouvrière, c'est en actes et non en paroles qu'il doit intégrer et faire fructifier l'expérience concentrée du prolétariat ; c'est sur ses actes, sur la pratique sociale de la classe que sont jugées la stratégie et les tactiques qu'il préconise. Ni groupe parlementaire, ni groupe de pression, ni gestionnaire du capital, le parti communiste n'est pas un parti comme les autres.

29 Un tel parti a existé en France durant de longues années, quelles que furent les insuffisances ou erreurs de sa politique : c'est le Parti communiste français. Aujourd'hui, même s'il se réfère toujours au communisme et à la révolution et même si des militants ouvriers combattent dans ses rangs et auprès de lui, il n'est plus l'authentique parti communiste dont la classe ouvrière a besoin. En lieu et place de la révolution prolétarienne, il met en œuvre une stratégie réformiste « d'avancée progressive vers le socialisme » par la conquête de majorités électorales qui laisse intact l'appareil d'Etat, instrument de domination de la bourgeoisie. En lieu et place d'une rupture radicale avec l'impérialisme, il situe l'ensemble de sa politique extérieure et intérieure de défense de l'impérialisme français dans le sillage de l'expansionnisme russe. Au nom des changements de l'époque, il renie ouvertement les acquis théoriques du mouvement ouvrier et communiste.

30 Voilà qui légitime l'existence du Parti communiste marxiste-léniniste en France, dont l'action contribue à l'édification d'un nouveau parti communiste au service de la classe ouvrière, pour la révolution socialiste. Dans notre pays, le mouvement ouvrier révolutionnaire a subi des coups ; du fait du déferlement des courants réformistes et de révision du marxisme dans ses rangs, du fait des reniements des dirigeants du PCF et de l'Union soviétique, du fait de la division accrue de la classe, il se trouve au stade de l'accumulation des forces et de la réorganisation des rangs. Le PCML s'emploie à y travailler ; il ne le fera pas seul, mais dans l'action de classe, au coude à coude avec les centaines de milliers de prolétaires qui combattent aujourd'hui pour des lendemains meilleurs. En définitive, c'est l'action de tous les prolétaires qui sanctionnera et forgera l'outil dont ils ont besoin, leur parti, le parti communiste.

31 Dès aujourd'hui, beaucoup d'entre eux, militants conscients, actifs, résolus à trouver la voie de l'avenir, sont adhérents du Parti communiste français. C'est à tous nos camarades de combat, et à eux tout particulièrement que s'adresse ce programme mis au point par le PCML comme contribution à l'œuvre émancipatrice des prolétaires de France et des opprimés du monde entier.

2

UNE FRANCE SOCIALISTE, INDEPENDANTE, SOLIDAIRE DU TIERS-MONDE

1 Ce que propose le PCML pour notre pays, c'est d'y construire le socialisme. Le socialisme est un moment particulier dans la longue marche vers l'émancipation. En rupture radicale avec le capitalisme d'aujourd'hui, il en est aussi issu et en hérite des structures économiques et sociales, des habitudes et des mentalités. C'est la transition nécessaire entre capitalisme et communisme.

2 Le socialisme a été réalisé et l'est toujours pour des centaines de millions d'hommes ; l'expérience même courte de la Commune de Paris, celle de la Révolution d'Octobre et années qui suivirent en Union soviétique, celle de la Chine et celle d'autres pays d'Asie et d'Europe depuis la seconde guerre mondiale constituent des preuves tangibles des réalisations indiscutables du socialisme, de sa supériorité sur les sociétés antérieures, de ses potentialités colossales : elles ont levé les espoirs et les enthousiasmes dans le camp des opprimés. Mais l'existence d'expériences socialistes n'a duré que quelques années, de 1917 à aujourd'hui, court laps de temps vécu dans l'affrontement avec l'impérialisme qui résiste à l'échelle planétaire ; c'est encore la période des expérimentations, des balbutiements et des tâtonne-

ments, qui exige d'étudier et de comprendre les aléas de l'édification du socialisme en URSS, sa transformation en social-impérialisme ensuite, les difficultés rencontrées dans l'édification socialiste dans des pays du Tiers Monde, en Chine notamment. Les communistes s'efforcent de tirer leçon des échecs comme des succès du socialisme.

3 Le socialisme ne se construit pas selon un modèle établi ailleurs, même si un noyau commun unit les expériences socialistes. En France, le socialisme, héritant d'un niveau de forces productives développé au temps de l'impérialisme comme des travers capitalistes, les mentalités colonialistes et chauvines, héritant des traditions démocratiques de la période précédente comme de l'expérience et de la conscience politiques anciennes de la classe ouvrière, ne saurait avoir qu'un visage français, modelé par les masses ouvrières et populaires de France elles-mêmes, mais qu'il est trop tôt pour dessiner avec précision aujourd'hui.

4 Il est difficile d'imaginer la France que bâtiront les masses ouvrières et populaires au temps du socialisme. Terre de mobilisation des énergies et des enthousiasmes pour la maîtrise de la nature et l'aide aux autres

peuples du monde, terre d'accueil fraternel aux travailleurs du Tiers Monde, elle ne peut que favoriser toutes les libérations, toutes les émancipations, toutes les créations et découvertes. Dans une France socialiste, les femmes ne peuvent que hâter leur émancipation à l'encontre des idées et pratiques rétrogrades, les vieux travailleurs ne sont plus laissés pour compte, les jeunes peuvent s'épanouir sans peur du lendemain ; les différences et les disparités entre ceux des campagnes et ceux des villes, entre manuels et intellectuels, peuvent se réduire peu à peu ; les rapports entre les hommes peuvent gagner en fraternité car progressivement débarrassés de l'arrivisme, de l'individualisme, de la concurrence pour la survie. Autrement dit, seule la France socialiste fera que les hommes et femmes de ce pays maîtrisent enfin pleinement leur destin.

5 Pour autant, soixante années d'expériences socialistes ont aussi montré que cet idéal possible, tangible, à portée des hommes de ce siècle, connaît des remous et des secousses ; la lutte des classes ne disparaît pas du jour au lendemain dans un pays issu de l'impérialisme alors même que celui-ci subsiste à l'échelle planétaire. Les anciens exploités relèvent la tête pendant

longtemps ; les vieilles idées et habitudes ont la peau dure ; des phénomènes nouveaux apparaissent dans l'édification économique, encore mal connus et mal maîtrisés ; et les erreurs et perturbations dans les alliances, dans l'édification du pouvoir prolétarien se paient cher, très cher. Tours et détours, reculs et avancées au cours desquels l'humanité apprend.

6 Aussi la mobilisation de la classe ouvrière, sa vigilance comme l'expérience, l'étude attentive et l'action réfléchie du parti communiste restent-ils aussi indispensables qu'à l'étape précédente pour surmonter les obstacles et contribuer à l'avancée vers le communisme. Pour autant, ce rôle dirigeant du parti du prolétariat ne découle pas d'un décret ni d'une investiture légale. Il s'exerce par le clairvoyance politique, l'action exemplaire et acharnée des communistes, par les liens étroits tissés avec les masses ouvrières et populaires ; il est soumis à leur contrôle et critiques.

7 L'utopie n'a pas de place dans le programme communiste, qui ne saurait être un catalogue détaillé de vœux pieux peu crédibles dans la France de 1980. La réalité socialiste dépassera ce que l'on peut imaginer de mieux aujourd'hui, alors que la classe ouvrière devra emprunter des voies nouvelles et explorer les sentiers non encore battus pour l'organisation des hommes dans un vieux pays capitaliste industriel. Aussi le programme communiste au début des années 80 ne peut-il rassembler que les grandes orientations permettant de construire une France socialiste, indépendante, solidaire du Tiers Monde.

8 Ces grandes orientations regroupées en plusieurs chapitres exigent d'être menées de front pour que s'édifie le socialisme en France.

Organiser le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple

9 Le capital une fois vaincu, mais non anéanti, la classe ouvrière doit à la fois consolider son pouvoir tout neuf et empêcher le retour des anciens exploités et toute tentative de contre-révolution. Ceci nécessite deux tâches essentielles.

10 L'une d'entre elles, c'est la destruction radicale des piliers de la domination bourgeoise, son armée, sa police, sa justice, son administration centrale (système des ministères, des préfets...), ses assemblées parlementaires. L'ancienne constitution est abolie ; les codes et lois sont réexaminés en profondeur.

11 Les anciens partis politiques de la bourgeoisie monopoliste sont interdits d'agir : leur presse est interdite, leurs organisations et clubs dissous ; les anciens hauts responsables de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique ne bénéficient pas dans un premier temps des droits politiques garantis à l'ensemble de la population : ils sont privés du droit de vote et d'être élus. C'est une nécessité vitale à la période d'instauration du pouvoir socialiste. Par la suite, et de manière générale, ne sont privés d'exercer les droits politiques que ceux qui ne respectent pas la législation socialiste par des actes et agissements caractérisés.

12 L'autre tâche essentielle implique l'organisation d'un nouveau pouvoir qui réalise l'union de la centralisation nécessaire et de la démocratie la plus large, sur la base de la mobilisation massive de la classe ouvrière et du peuple.

13 Un nouvel appareil d'Etat est constitué ; la nouvelle armée, c'est l'organisation du peuple en armes qui regroupe les détachements populaires armés (milices d'entreprises, de villages et de quartiers par exemple) et une armée nationale populaire particulièrement qualifiée pour la défense du territoire et dont les liens avec l'ensemble du peuple sont maintenus et organisés.

14 Une nouvelle constitution est mise en place qui organise le pouvoir de la classe ouvrière et des autres classes du peuple par un système d'assemblées populaires élues à tous les échelons, sur la base des lieux de travail et d'habitation. L'Assemblée populaire nationale a le pouvoir de faire les lois, de prendre des décisions, de les exécuter et faire exécuter et d'assurer le contrôle de leur application (pouvoir judiciaire). Elle intervient dans tous les domaines de la vie du pays : objectifs économiques et planification, relations internationales, politique de santé, d'éducation, politique culturelle... Aux autres échelons (régional, local...), les assemblées populaires prennent et exécutent des décisions de leur ressort propre, sur la base des orientations définies nationalement.

15 Le principe électif est de règle ; les dirigeants de l'Etat aux différents échelons sont élus et révocables ; ils sont rétribués à l'instar des salaires des travailleurs. Tous les travailleurs sont électeurs et susceptibles d'être élus ; les travailleurs immigrés jouissent également de ces droits. Sur la base d'expériences et des leçons tirées d'elles, les modalités concrètes d'élection des cadres économiques — directeurs d'entreprises par exemple — sont décidées.

16 Les libertés individuelles de pensée, de religion et de pratique religieuse sont garanties. Tout inculqué bénéficie du droit de se défendre et de se faire assister par un défenseur de son choix ; les débats de justice sont publics.

17 Le droit de grève est garanti. Le droit d'association est garanti pour ceux qui respectent la législation socialiste dans leurs actes.

18 Le peuple corse recourt à l'autodétermination et décide de son destin ; toutes les minorités culturelles bénéficient du droit et des moyens de pratiquer leur langue et de se conformer à leurs traditions.

19 Le parti communiste n'est pas le seul parti politique ; des partis, représentants de différentes classes sociales, qui ont contribué à la révolution ou nouvellement créés participent à l'édification socialiste selon leur voie propre.

20 Les masses ouvrières et populaires s'organisent selon leurs besoins et intérêts dans des organisations de jeunes, de femmes, des organisations culturelles, des organisations sportives, etc. Les syndicats, qui ne sont pas liés organisationnellement à l'appareil d'Etat apportent une contribution continue à l'édification socialiste dans les entreprises, tant dans les activités de gestion que celles d'organisation du travail, de contrôle des cadres et de défense globale des intérêts des travailleurs ; ils contribuent de manière spécifique à l'exercice du pouvoir prolétarien.

21 Telles sont, dans leurs grandes lignes, quelques formes et cadres déjà imaginables de la démocratie socialiste, de la démocratie au sein du peuple. Réalisant l'expression absolue vitale et nécessaire des avis et des opinions de tous, favorisant l'invention, la prise de responsabilités, la créativité des hommes et des femmes qui produisent, qui travaillent, l'Etat socialiste réprime et contraint sans pitié les anciens exploités, tous ceux qui, profitant de leur savoir et de leurs moyens financiers hérités du passé et de leurs liens internationaux, s'efforceraient de relever la tête et de rétablir le système ancien. Cet Etat de type nouveau qui s'efforce d'accomplir la démocratie la plus large pour les masses ouvrières et populaires et de contraindre les ennemis du socialisme, c'est la « dictature du prolétariat » que le mouvement communiste désigna ainsi il y a plus d'un siècle par opposition à la dictature de la bourgeoisie assurée par l'Etat capitaliste.

22 Il n'existe pas de garanties formelles et juridiques contre une éventuelle dégénérescence de l'Etat socialiste ; par contre, des méthodes particulières et un nouveau style de rapports entre les hommes concourent à ce que l'Etat socialiste ne change pas de couleur : c'est la liberté d'expression de points de vue différents, c'est l'emploi au sein du peuple de pratiques non coercitives, de conviction et de persuasion, c'est l'aménagement concret des liens entre dirigés et dirigeants et du contrôle des seconds par les premiers, c'est la mise en place d'une éducation scientifique, idéologique et politique des jeunes et des moins jeunes.

En finir avec l'exploitation capitaliste

23 Ces mesures politiques seraient caduques si les rapports de production n'étaient pas radicalement transformés. Pour ce faire, il faut exproprier les exploités et rendre les richesses, les moyens de production à l'ensemble des travailleurs, il faut remettre sur pied une économie nationale planifiée qui puisse garantir le bien-être au peuple et des relations sur un pied d'égalité et d'aide avec le Tiers Monde.

24 Pour ce faire, la France socialiste réalise immédiatement la nationalisation sans indemnités des principaux moyens de production, d'échange et d'information : banques, grandes compagnies d'assurances, entreprises industrielles et de transport françaises ou étrangères, monopoles et filiales, trusts agro-alimentaires, grosses exploitations agricoles capitalistes et trusts du commerce et de la distribution. Le commerce extérieur est placé sous le contrôle de l'Etat ; un système de banques nationales est mis en place.

25 A la campagne s'engage la révolution agraire s'appuyant sur les petits paysans et les ouvriers agricoles afin de réaliser ce principe que la terre appartient à ceux qui la travaillent ; à cette fin, les grandes exploitations agricoles capitalistes sont transformées en fermes d'Etat nationalisées ou en fermes collectives ; dans la majorité des cas, une politique d'entraide et de coopération volontaire et progressive est mise en œuvre afin d'encourager les petites exploitations et petites propriétés agricoles à l'agriculture socialiste.

26 Le même processus est adopté en ce qui concerne le petit commerce et l'artisanat.

27 Cette « restructuration », radicalement différente de celles menées sous le capitalisme n'a pas pour moteur la recherche du profit maximum dans le cadre de la concurrence capitaliste. Elle vise au plein épanouisse-

ment des forces productives qui contribue à satisfaire les besoins du peuple et à servir la révolution mondiale. Elle permet d'assurer du travail pour tous.

28 L'économie de la France socialiste est planifiée à tous les niveaux, dans le cadre des décisions économiques d'ensemble. Elle s'efforce de surmonter les déséquilibres entre régions, entre villes et campagnes, de résoudre les problèmes écologiques et de sécurité dans l'exploitation de la nature, dans la maîtrise de l'énergie, l'énergie nucléaire notamment.

29 L'ensemble des travailleurs est partie prenante de l'édification économique tant par leur participation à la définition des orientations économiques nationales que par leur prise en mains plus directe de la gestion des entreprises, de l'organisation du travail, du contrôle des responsables économiques, du système de rémunération. Des modalités et mesures concrètes sont expérimentées et généralisées si positives dans tous ces domaines.

30 L'égalité totale de tous les droits économiques, politiques, sociaux pour les travailleurs immigrés est immédiatement assurée. Les relations nouvelles avec eux sont négociées avec leur pays d'origine et leurs organisations en France, sur la base de la lutte contre le chauvinisme et le racisme et du respect de leurs cultures et identités nationales.

31 A l'entreprise, le principe « à travail égal, salaire égal » est garanti en particulier pour les femmes, les travailleurs immigrés ; les conditions matérielles (crèches, par exemple), d'éducation et de formation professionnelle permettent l'application effective de ce principe.

Rompre avec la position impérialiste dans le monde

32 Rompre avec l'impérialisme implique à la fois des mesures immédiates pour attaquer à la racine le contenu capitaliste impérialiste de la société française et un processus pour mettre fin complètement aux rapports de domination impérialistes et contribuer efficacement à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

33 Elle établit des rapports d'égalité, de coopération et d'aide mutuelles avec les autres pays socialistes qui se distinguent fondamentalement de la « division internationale socialiste du travail » soviétique actuelle.

34 Elle soutient les luttes prolétariennes et nationales démocratiques des autres peuples, ce qui exclut l'ingérence dans le processus interne de ces révolutions en raison de cette loi fondamentale que la révolution ne s'exporte pas.

35 Elle reconnaît le droit à l'indépendance immédiate des DOM-TOM. Elle effectue le retrait immédiat des bases et troupes françaises des pays du Tiers Monde.

36 Dans ses relations avec les pays du Tiers Monde, rejetant toute autarcie, elle développe la coopération économique sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques, dans tous les cas, quel que soit le régime intérieur de ces pays et dans tous les domaines. La négociation de ces échanges porte aussi bien sur les prix que sur les quantités, afin de rompre réellement avec le pillage du Tiers Monde. Elle propose aux pays du Tiers Monde de nationaliser sans indemnités les avoirs français. Elle répare l'exploitation impérialiste antérieure (anciens DOM-TOM, pays de la zone franc) sur la base de négociations, en tenant compte des besoins qu'expriment ces pays ; ainsi elle restitue des biens pillés appartenant au patrimoine d'autres peuples. Elle participe à l'aide au développement tant dans ses rapports directs d'Etat à Etat que dans le cadre d'organismes internationaux en prenant comme critère la position des pays bénéficiant de cette aide face à l'impérialisme dominant. Elle renégocie les accords existants (exemples : convention de Lomé, zone franc, investissements du Tiers Monde en France) avec les pays concernés afin d'en diminuer tout contenu impérialiste. Elle respecte les décisions de pays du Tiers Monde de boycott de pays comme l'Afrique du Sud et Israël.

37 Dans ses relations avec les vieux pays impérialistes soumis aux pressions et menaces des superpuissances, la France socialiste nationalise leurs capitaux investis en France et négocie d'éventuelles indemnités avec les pays en question. Elle renégocie tous les accords économiques avec les pays capitalistes européens, afin d'empêcher toute dépendance ou toute ingérence.

38 Dans ses relations avec les superpuissances, elle nationalise immédiatement et sans indemnités tous les capitaux de ces pays investis en France, arrête toute « aide » à ces pays et renégocie tous les accords commerciaux.

39 Dans le même temps, la France socialiste assure son indépendance par rapport à tout impérialisme, à tout hégémonisme, ce qui nécessite d'une part la mobilisation du peuple en armes pour la défense du terri-

re national et l'existence d'une armée populaire, d'autre part la participation aux instances internationales et la lutte en leur sein aux côtés des pays qui s'opposent aux pays impérialistes et aux deux superpuissances notamment, ainsi que l'établissement de rapports avec les pays fondés sur l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté, la non agression et la non ingérence mutuelles et la coexistence pacifique, y compris avec des pays encore capitalistes.

Garantir le bien-être du peuple

40 C'est l'un des objectifs fondamentaux du socialisme. Cela signifie répondre à une foule de besoins de santé, d'éducation et de culture, une fois acquis le tra-

vail, le manger et le loger pour tous, sur la base d'un bond en avant des forces productives permis par les nouveaux rapports de production.

41 Dans ces domaines, les potentialités sont gigantesques et l'invention et la créativité des masses populaires infinies. Celles-ci peuvent solliciter et contribuer à mettre en œuvre :

42 —une politique de santé au service de tous où dominent la prévention, la protection sur les lieux de travail, l'éducation sanitaire dès l'école ; les travailleurs handicapés bénéficient de facilités de travail et de rémunération appropriées ; les moyens sont fournis aux vieux travailleurs pour vivre dans de bonnes conditions les dernières années de leur vie.

43 —une politique de logement pour tous qui favorise la proximité des lieux de travail et d'habitation et l'organisation de la vie sociale dans les quartiers.

44 —une politique de transport donnant la priorité aux transports en commun.

45 —une politique d'éducation et de culture qui forme à la fois des travailleurs experts et qualifiés et des hommes et des femmes cultivés, ouverts aux questions scientifiques, philosophiques et artistiques.

46 Telles sont les grandes orientations pour une France socialiste. Pour l'heure, c'est à la préparation de la révolution socialiste que s'emploient les communistes de France, forts d'une confiance raisonnée en l'avenir.

3

DES AUJOURD'HUI LUTTER POUR PARVENIR AU SOCIALISME

Dans le monde

1 La montée du danger de guerre est la caractéristique de la situation actuelle dans le monde. Elle provient du développement de la rivalité entre l'URSS et les USA pour un nouveau partage du monde.

2 Dans cette rivalité, l'URSS est à l'offensive tandis que les USA sont sur la défensive. Ces tendances se sont approfondies ces dernières années. C'est là ce qui fait de l'URSS le principal danger pour la paix mondiale.

3 Au cours de ces dernières années, l'URSS a multiplié ses agressions, soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres pays (Cuba, Vietnam) et a étendu son expansion militaire. Elle s'est installée dans certains pays d'où les USA ont été chassés et tente de le faire dans d'autres. Elle a continué à renforcer son potentiel militaire d'agression. L'invasion du Cambodge par le Vietnam ainsi que celle de l'Afghanistan ont constitué des étapes importantes de la mise sur pied du dispositif militaire mondial de l'URSS. Tandis qu'elle a recours à l'expansion militaire, elle utilise simultanément la propagande sur la détente et les négociations pour couvrir ses agissements et consolider ses positions militaires.

4 Les USA, au cours de ces dernières années, ont confirmé leur situation défensive. Ils cherchent à préserver leurs positions dans le monde. Dans de nombreux pays, ils continuent à se livrer au pillage et à l'occupation. Les luttes des peuples leur ont néanmoins imposé des reculs importants.

5 Par son potentiel économique et humain, l'Europe constitue l'enjeu stratégique de la rivalité entre l'URSS et les USA. Bien qu'au cours de ces dernières années les conflits aient eu lieu sur d'autres continents, l'Europe est la région du monde où sont accumulés les plus importants stocks d'armes nucléaires et conventionnelles. L'invasion de l'Afghanistan et les troubles qui se développent au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique ont rapproché la menace. En envahissant l'Afghanistan, l'URSS s'est rapprochée des sources d'approvisionnement pétrolier de l'Europe et des principales voies de communication.

6 Face à l'expansion de l'URSS, les pays européens, notamment la France et la RFA, ont adopté dans l'ensemble une attitude de conciliation, s'opposant aux sanctions, poursuivant le dialogue avec l'URSS. Ils espèrent ainsi préserver leurs intérêts économiques. Les rivalités entre pays européens se sont poursuivies, chacun voulant faire prévaloir ses intérêts au détriment des autres. De nouvelles contradictions sont apparues avec les USA, en particulier face à l'URSS.

Face à l'expansion de l'URSS, l'union des pays européens constitue un facteur positif. Des pays unis sont plus difficiles à dominer que des pays divisés. Dans le cadre de cette union des pays européens, il revient aux travailleurs et aux peuples européens de s'unir pour lutter contre les mesures que leurs gouvernements prennent contre eux.

Dans les pays d'Europe de l'Est dominés par l'URSS, les luttes pour la démocratie et l'aspiration à l'indépendance se développent.

7 Ces dernières années, dans des conditions nouvelles, le Tiers Monde a continué à manifester son caractère de force principale de la révolution mondiale. Dorénavant, des pays et peuples du Tiers Monde sont engagés

dans des guerres de libération nationale contre l'URSS (Afghanistan, Erythrée, Cambodge, Laos), se situant ainsi au premier front de la lutte contre l'expansion de l'URSS et ouvrant ainsi une nouvelle période.

8 La République populaire de Chine, représentant le quart de la population mondiale, constitue un puissant obstacle face à l'expansion de l'URSS et un soutien aux luttes des peuples pour leur indépendance. Elle agit pour la paix dans le monde. La modernisation socialiste de la Chine contribue à la révolution mondiale.

9 De nombreux peuples et pays poursuivent leur lutte contre l'impérialisme américain, les impérialistes européens, le sionisme et le racisme. L'indépendance du Zimbabwe a constitué une importante victoire des peuples africains. En Afrique du Sud, les luttes contre le régime raciste se développent. L'URSS cherche à profiter de la situation en Afrique australe pour s'y infiltrer.

10 La lutte du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique mondial se poursuit. Un grand nombre de pays du Tiers Monde sont confrontés à une dégradation de leur situation économique. La famine demeure un des problèmes fondamentaux du monde actuel. Elle est le produit du système impérialiste qui maintient de nombreux pays du Tiers Monde sous sa domination. Responsables du pillage de ces pays dans le passé, de la destruction de leurs économies, les USA et les impérialismes occidentaux continuent à piller les ressources de nombreux pays, à imposer l'échange inégal. L'URSS, notamment par ses agressions militaires, porte également une importante responsabilité dans le développement de la faim dans le monde.

11 Dans de nombreux pays du Tiers Monde les peuples ont intensifié leur lutte pour la démocratie et l'indépendance, faisant souvent face au déchaînement de la violence fasciste.

12 Mais de nouvelles divisions sont apparues ces dernières années dans les rangs des pays du Tiers Monde. En se prétendant leur allié naturel, l'URSS cherche à profiter des contradictions qui opposent des pays du Tiers Monde aux USA et à d'autres pays occidentaux. Elle a réussi à utiliser certains gouvernements de pays du Tiers Monde (Cuba, Vietnam) au service de son expansion. Le mouvement des non-alignés a dû faire face à des attaques visant à le diviser mais il a réussi à maintenir son orientation refusant à la fois la domination des USA et de l'URSS.

13 Au total, aujourd'hui dans le monde les facteurs de guerre croissent plus vite que les facteurs de révolution.

En France

14 Sur le plan intérieur, la situation se caractérise par l'offensive de la bourgeoisie monopoliste contre les travailleurs. Elle poursuit la restructuration de l'économie capitaliste française pour l'adapter aux nouvelles conditions du monde, au renforcement de la concurrence et consolider les positions des monopoles français dans certains secteurs. Cette politique de restructuration dont le but est de renforcer les positions de l'impérialisme français dans le monde se traduit par une dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et du peuple. En particulier, elle a pour conséquence une aggravation constante du chômage. L'ampleur actuelle

du chômage a pour cause la liquidation des secteurs économiques et des entreprises jugés non rentables ainsi qu'une politique visant à réduire les coûts de main d'œuvre, dans le cadre de la concurrence internationale.

15 Dans le même temps, le développement des emplois hors-statut a pour but d'adapter l'exploitation des travailleurs aux besoins les plus immédiats du profit capitaliste. Le chômage et le développement des emplois hors-statut, qui touchent en particulier les jeunes et les femmes, introduisent de nouvelles divisions dans les rangs de la classe ouvrière.

16 Cette situation permet aux capitalistes de faire pression sur les salaires, de faire reculer le pouvoir d'achat des travailleurs, rend les conditions de lutte plus difficiles.

17 L'offensive de la bourgeoisie s'étend à tous les domaines et cherche à remettre en cause les acquis arrachés par les luttes ouvrières ; en particulier, elle vise à liquider la législation sur la durée du travail, à remettre en cause le droit à la santé.

18 Pour mener à bien cette attaque contre les conditions de vie et de travail, la bourgeoisie se livre à une attaque en règle contre les libertés démocratiques. Les travailleurs immigrés sont particulièrement visés. Après les avoir incités à venir en France, la bourgeoisie veut pouvoir aujourd'hui les expulser facilement. Le racisme, les attentats anti-immigrés visent à créer un climat de peur dans la population immigrée, facilitant ainsi l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière.

19 L'attaque contre les libertés démocratiques a pour but de permettre plus facilement la remise en cause des conditions de vie et de travail. La bourgeoisie veut mettre à profit sa position de force actuelle pour rendre plus difficiles les conditions de la riposte des travailleurs.

20 L'offensive de la bourgeoisie, engagée avant mars 78 s'est accentuée depuis. Elle a mis à profit le refus des directions du PCF et du PS ainsi que des directions syndicales d'organiser la riposte nécessaire avant mars 78, les désillusions qui ont suivi mars 78 puis les divisions créées par les directions du PCF et du PS.

21 Face à cette offensive, alors que l'unité des travailleurs est plus nécessaire que jamais, on a assisté à un développement des divisions et polémiques. Ces polémiques ne sont pas dictées par le souci de la défense des intérêts des travailleurs, mais par des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière. Elles se répètent dans les rangs des organisations syndicales, facilitant ainsi considérablement les coups de la bourgeoisie. Face à l'offensive de la bourgeoisie, on a assisté à un renouveau des conceptions de collaboration de classe, en particulier dans les organisations influencées par la social-démocratie. Ces conceptions, en s'appuyant sur la situation défensive de la classe ouvrière, en viennent à lui dénier son rôle historique et prônent le dialogue avec la bourgeoisie au lieu de la lutte.

22 Par ailleurs, la direction du PCF, mettant en œuvre une stratégie s'appuyant sur le développement de l'expansion soviétique dans le monde, sème la division dans les rangs de la classe ouvrière, accusant d'être dans le camp de l'impérialisme toutes les forces qui s'opposent aux agressions de l'URSS. Ses attaques contre le PS visent en particulier à obtenir un rééquilibrage du rapport de force avec ce parti.

23 De plus en plus, les rapports avec l'URSS, les USA et le Tiers Monde ont une influence sur la situation en France. Il s'agit en effet de questions concernant la guerre et la paix et qui donc touchent directement aux intérêts du peuple français. A l'égard de l'URSS, la tendance dominante de la politique de la bourgeoisie française est la conciliation, encourageant ainsi la poursuite des agressions de l'URSS. Vis-à-vis de pays et de peuples du Tiers Monde, en différentes circonstances, le gouvernement français a adopté une attitude de confrontation. En Afrique, la France continue à pratiquer le néo-colonialisme.

La bourgeoisie française, en agissant ainsi, tourne le dos à la défense de la paix. Celle-ci nécessite en effet la fermeté face à l'URSS et l'alliance avec le Tiers Monde.

24 Telles sont les caractéristiques de la situation en France et dans le monde à partir desquelles le PCML développe son action, contre le gouvernement Giscard-Barre et contre la guerre, pour avancer dans la voie de la révolution socialiste.

PROGRAMME D'ACTION DU PCML, POUR LES LIBERTES, L'EMPLOI, CONTRE LA GUERRE

25 La révolution socialiste est aujourd'hui, en France, une perspective éloignée, mais sa préparation guide dès à présent l'activité du PCML. Les réformes et revendications pour lesquelles combat le PCML sont définies à partir de la situation en France et dans le monde actuellement. Elles sont valables pour une longue période. Elles ne rassemblent pas la totalité des revendications et des réformes auxquelles le PCML est favorable, mais celles qui lui paraissent essentielles. Certaines d'entre elles sont actuelles et font l'objet de luttes dès aujourd'hui ; d'autres sont plus éloignées. Toutes les réformes et revendications pour lesquelles combat le PCML ont pour but d'améliorer les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et du peuple, de favoriser la poursuite du combat contre l'exploitation. La voie que préconise le PCML pour imposer ces réformes est celle de la lutte. Il ne dit pas : voilà ce que nous vous donnerons. Il dit : voilà pourquoi nous vous appelons à lutter.

26 Ces réformes sont liées à l'objectif stratégique du PCML : renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Le PCML n'est pas partisan des réformes pour les réformes. Il est partisan des réformes qui renforcent les positions de la classe ouvrière dans son combat, qui affaiblissent les moyens de domination de la bourgeoisie sur les travailleurs. Si certaines réformes pour lesquelles combat le PCML sont communes au PCF ou au PS, d'autres sont absentes de leurs perspectives. Ces partis ne visent pas, en effet, à abattre l'Etat capitaliste mais à l'aménager. Pour le PCML, il ne s'agit pas d'aménager le système capitaliste mais de préparer le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

27 Pour avancer dans la réalisation des réformes et revendications pour les libertés, l'emploi et contre la guerre, le PCML agit en faveur de l'unité de la classe ouvrière. Il milite en particulier en faveur de l'unité d'action des organisations syndicales, notamment dans les entreprises. Chacune des réformes et des revendications du programme d'action doit permettre d'unir pour l'action les individus et forces politiques qui y sont favorables, indépendamment des divergences sur d'autres questions. Le PCML préconise d'unir tout ce qui peut être uni pour faire avancer la lutte pour les libertés, l'emploi et contre la guerre. Le PCML agit en permanence en faveur de l'unité à la base des travailleurs quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale. Cette unité à la base s'accompagne de la lutte d'idées menée fraternellement, au sein du peuple.

Pour les libertés

28 *Moins la classe ouvrière dispose de libertés et plus la bourgeoisie peut lui imposer son exploitation. En luttant pour la défense et l'extension des libertés, le PCML lutte contre l'Etat capitaliste dont le rôle est d'imposer la domination de la bourgeoisie sur les travailleurs. Le combat pour les libertés est dirigé contre le pouvoir de la bourgeoisie dont la tendance constante est la négation des libertés des travailleurs.*

29 Le PCML réaffirme son opposition à la Constitution de la Ve République. Il agit en faveur de son abrogation. Il milite en particulier pour la suppression de l'article 16 de la Constitution qui légalise le recours à la dictature ouverte en concentrant tous les pouvoirs, sans contrôle, entre les mains du président de la République.

30 Le PCML agit pour la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, des tribunaux militaires, de la procédure de flagrant délit.

31 Il agit en faveur de la dissolution des CRS, du corps de la gendarmerie mobile ainsi que de la Légion étrangère.

32 Il agit pour l'abrogation de la loi dite anti-casseurs ainsi que contre le nouveau Code pénal.

33 Il agit pour que soient libérés les prisonniers politiques (Corses, Bretons, Basques, Tahitiens...) emprisonnés en raison de leur lutte contre le capitalisme et

le colonialisme et pour que soit proclamée une amnistie générale à leur égard. Par contre, il agit en faveur de l'interdiction des groupes préconisant le racisme, faisant l'apologie du fascisme, pour la dissolution des milices patronales et groupes para-policiers. Il agit pour la répression de la propagande raciste et fasciste.

34 Sur le plan électoral, le PCML agit en faveur de l'institution de la représentation proportionnelle aux différentes consultations ainsi que pour le remboursement des frais électoraux. Il agit pour la levée des entraves à la présentation des candidats.

35 Dans le domaine de la liberté d'expression, le PCML est favorable à l'abrogation du monopole de l'information radiodiffusée et à l'autorisation des radios libres.

36 Il combat pour le respect et l'extension des libertés syndicales, quotidiennement mises en cause par le patronat et le pouvoir. Il considère que le droit de grève est une liberté fondamentale ; il s'oppose à toutes les tentatives visant à limiter son application ou à la réprimer.

37 Le PCML lutte contre toutes les discriminations envers les travailleurs immigrés et leurs familles. Il agit pour l'abrogation du recours aux expulsions. Il se prononce en faveur de l'égalité complète des droits politiques et syndicaux entre travailleurs français et immigrés.

38 A l'armée, le PCML se prononce en faveur de la dissolution des tribunaux militaires. Il combat le recours aux brimades. Il se prononce en faveur du droit à l'information, de la liberté d'expression et notamment pour l'élection de représentants des soldats, chargés de faire connaître les revendications et points de vue de ceux qui les ont élus. Il se prononce contre le recours aux sanctions pour avoir usé de la liberté d'expression.

39 Le PCML se prononce en faveur du droit à l'auto-détermination du peuple corse. Il agit en faveur du droit des populations qui le souhaitent à pouvoir apprendre et utiliser leur langue et leurs traditions culturelles.

Pour le droit au travail et à une vie décente

40 *L'emploi est le domaine principal où se développe l'attaque des capitalistes contre les travailleurs. L'existence de très nombreux chômeurs permet aux capitalistes de faire pression sur les salaires ; elle crée des divisions entre travailleurs actifs et sans emplois. Elle permet aux capitalistes de développer le nombre de travailleurs hors-statut, créant ainsi des divisions nouvelles.*

41 Le PCML agit contre les licenciements. Il se prononce pour l'embauche obligatoire de jeunes à leur sortie de l'école, à un salaire correspondant à leur qualification et au moins égal au SMIC. Il agit pour la création massive d'emplois dans la fonction publique (PTT, Santé, enseignement...) ainsi que dans les entreprises privées et nationalisées. Ces embauches sont nécessaires à l'amélioration des conditions de travail.

42 Le PCML agit en faveur des revendications des chômeurs, en particulier pour qu'il n'y ait pas d'indemnité inférieure au SMIC, pour que les chômeurs conservent leurs droits à la Sécurité sociale sans limitation de durée.

43 A l'égard des femmes et des jeunes, le PCML agit pour qu'à travail égal, ils aient qualification et salaire égaux.

44 Le PCML lutte pour le maintien de la loi de 1936 sur les 40 heures, pour la réduction du temps de travail à 40 heures, première étape vers les 35 heures,

sans diminution de salaire. Il agit pour l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes.

45 Il combat toutes les tentatives visant à remettre en cause le droit à la santé. Il lutte pour la gratuité des soins médicaux. Il défend le mutualisme contre les attaques dont il est l'objet. Il s'oppose aux attaques visant à rentabiliser la Sécurité sociale au détriment du droit à la santé.

46 Le PCML agit en faveur du respect des règles de sécurité du travail et pour l'extension des droits et des moyens des Conseils d'hygiène et sécurité dans les entreprises.

47 Le PCML n'est pas hostile à l'utilisation de l'énergie nucléaire mais, aujourd'hui, la mise en œuvre du programme nucléaire se fait en dépit des règles de sécurité, sans information réelle des populations, sans tenir compte de leurs points de vue et de leurs intérêts. Tant que ces conditions ne sont pas respectées, le PCML condamne la mise en œuvre du programme nucléaire.

48 Le PCML lutte pour que les petits paysans puissent vivre de leur travail. Il combat la politique d'exode rural, les fermetures d'écoles, de gares.

Contre la guerre

49 *Face à la montée du danger de guerre, le PCML considère que les plus proches alliés du peuple français et des peuples européens sont les peuples et pays du Tiers Monde. Il combat toutes les tendances à la capitulation face aux préparatifs de guerre de l'URSS et à la soumission devant les pressions des USA.*

50 Le PCML agit pour que la France reconnaisse le bien fondé des revendications des pays du Tiers Monde et y réponde favorablement. Il agit pour que la France paie les matières premières à un juste prix, fixé par les pays producteurs eux-mêmes, pour que la coopération économique et culturelle réponde aux besoins fixés par les pays du Tiers Monde eux-mêmes.

51 Il lutte pour le droit à l'indépendance des colonies françaises et soutient les revendications de leurs peuples. Il se prononce en faveur du retrait des troupes françaises stationnées en Afrique et pour la restitution des bases militaires aux pays où elles se trouvent.

52 Il agit pour que la France soutienne la lutte du peuple palestinien en faveur de ses droits nationaux. Il préconise l'établissement de relations officielles entre la France et l'OLP, représentant unique du peuple palestinien. Il préconise la rupture des relations diplomatiques avec Israël ainsi qu'avec l'Afrique du Sud.

53 Il agit pour l'établissement de relations diplomatiques avec le Kampuchea Démocratique et la République Démocratique et Populaire de Corée.

54 Le PCML préconise l'introduction dans la Constitution d'un article interdisant la capitulation en cas d'occupation de la France par une puissance étrangère, déclarant anticonstitutionnel tout traité avec un occupant. Il se prononce en faveur de la mise sur pied d'un réseau de protection civile permettant d'abriter la population en cas de menace ou d'attaque nucléaire. Il est favorable au maintien de la conscription et s'opposera à toutes les tentatives visant à aller vers une armée de métier. Il agit pour une instruction militaire sérieuse du contingent.

55 Le PCML agit en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé : —démantèlement des bases militaires situées sur des territoires étrangers, —destruction simultanée des armements nucléaires et conventionnels, notamment démantèlement des bases de fusées soviétiques SS20 pointées en direction de l'Europe de l'Ouest et non introduction des fusées US Pershing, en même temps que le démantèlement de tous les armements classiques (avions, chars, artillerie, infanterie) de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

56 Le PCML agit en faveur d'une aide politique, sanitaire et en matériel militaire aux peuples victimes des agressions de l'URSS. Il s'oppose à toutes les tentatives visant à imposer la capitulation à ces peuples.

57 Il préconise des mesures de rétention économique contre l'URSS tant que celle-ci n'évacue pas ses troupes des pays qu'elle a envahis.

58 Il agit pour que la France s'oppose à la politique de domination et d'agression américaine envers les pays du Tiers Monde.

59 Le PCML agit pour que la Méditerranée appartienne aux peuples et pays méditerranéens ; il agit pour que les flottes soviétiques et américaines évacuent la Méditerranée, contre les bases militaires soviétiques et américaines dans les pays riverains.

Voici quelques semaines les portraits de Mao Zedong étaient enlevés des frontons du Palais de l'Assemblée du peuple, du Musée de la Révolution chinoise et du Musée d'histoire de Chine, mais pas de la porte Tian'anmen, contrairement à ce qui fut souvent écrit dans la presse. Le 21 août, les portraits géants de Marx, Engels, Lénine et Staline étaient retirés de la place Tian'anmen.

Aussitôt la grande majorité de la presse, dans notre pays, présenta ces événements comme la preuve de la « démaoïsation », déjà maintes fois annoncée depuis la mort du camarade Mao Zedong. De quoi s'agit-il réellement ?

Déjà la troisième session du Comité Central issu du XI^e Congrès du PCC, en décembre 1978, avait décidé « d'exalter la masse des ouvriers, paysans et soldats, le Parti et les révolutionnaires de la vieille génération plutôt que de mettre les individus en vedette ». C'est dans la ligne droite de cette décision que le Comité Central a décidé récemment que « les portraits, les citations et les poèmes du président Mao sont de trop dans les endroits publics, et cela témoigne d'un manque de sérieux sur le plan politique. Leur présence sera réduite jusqu'à la limite raisonnable. La question de l'exposition des portraits et des épigraphes des autres dirigeants sera réglée de la même façon ».

CE SONT LES MASSES QUI FONT L'HISTOIRE

Pour analyser ces mesures, il faut partir du rapport réel qui doit exister entre les dirigeants et les masses.

Les causes profondes du développement historique sont souvent dissimulées derrière des phénomènes tels que les activités des dirigeants. Celles-ci se trouvent exposées au premier plan. Dès lors, les gens n'arrivent plus à percevoir autre chose que le rôle joué par les dirigeants et à négliger la véritable force motrice qui développe l'histoire.

Il ne s'agit pas de nier le rôle des grands personnages dans l'histoire : les masses populaires ne sauraient triompher dans leurs luttes s'il n'y avait pas de penseurs, hommes d'Etat, stratèges, qui sachent les mobiliser, les organiser et les guider dans leur marche en avant. Mais leur rôle se limite à accélérer ou ralentir le développement de l'histoire. En fin de compte, ce sont les masses populaires qui décident de l'histoire.

Dès lors, la divinisation d'un individu, le culte qu'on lui voue, commencent par l'exagération de son rôle et débouchent sur un culte de la personnalité qui conduit à nier le rôle des masses populaires, à donner tout le mérite de la ligne du Parti à un seul individu, à remettre en cause le centralisme démocratique.

C'est ce qui s'est produit, en Chine, pendant la révolution culturelle, quand chaque opinion de Mao était considérée comme juste dans l'absolu et devait être suivie à la lettre. Lorsque Lin Biao lançait comme directive « Chaque parole de Mao est une vérité, elle vaut 10 000 paroles d'un autre ». Quand le « petit livre rouge » était présenté comme un recueil de recettes pour tout problème concret. Quand Mao était présenté comme infaillible.

Tout cela conduisit à empêcher de réfléchir ou d'étudier les problèmes par soi-même, à favoriser une sclérose de l'esprit chez les cadres dirigeants des différents échelons et dans les masses populaires.

Mao, entouré de Chou En lai et Chu Teh, à l'époque de la guerre antijaponaise



A PROPOS DE LA «DEMAOÏSATION»

La pensée-maozedong, elle-même, a été présentée à l'époque comme la création géniale d'un seul individu. Cela correspond-il à la réalité ? C'est lors du VII^e congrès du PCC en 1945 que la pensée maozedong a été retenue comme pensée directrice

du Parti, et présentée comme résultat de l'application de la théorie fondamentale du marxisme-léninisme à la réalité concrète de la révolution chinoise.

Le camarade Mao Zedong y a apporté une contribution impor-

tante et éminente. Mais cette pensée maozedong n'est pas le produit du cerveau d'un seul homme, c'est la cristallisation des expériences acquises pendant la révolution chinoise et l'édification du socialisme. La pensée maozedong doit être considérée



comme la théorie révolutionnaire, formulée par Mao, à partir de l'histoire de la lutte collective des communistes chinois.

Mao, lui-même, à plusieurs reprises, s'est élevé contre le culte de la personnalité, contre la mystification de sa pensée. Plusieurs fois, il s'est opposé à Lin Biao qui le couvrait d'éloges et le divinisait, il a demandé au Parti de ne pas commettre les erreurs de Staline. Il critiqua ce culte dont il était l'objet notamment lors de son entretien, en 1970, avec Eugar Snow.

Dès lors, les décisions prises depuis la troisième session du Comité Central du PCC visent à en revenir à une juste appréciation du rôle de l'individu et des masses, de la pensée maozedong, de Mao lui-même. S'agit-il pour autant d'une « démaoïsation », d'une remise en cause de Mao lui-même ?

L'APPRECIATION DE MAO

L'appréciation qui est faite aujourd'hui par le Parti communiste chinois sur Mao peut être résumée par la déclaration faite par Hua Guofeng, président du PCC, en réponse aux questions d'un journaliste yougoslave, le 26 juillet 80 :

« Le camarade Mao Zedong fut le personnage le plus illustre dans l'histoire chinoise. A en juger par sa contribution à la théorie et à la cause révolutionnaire, aucun autre dirigeant chinois ne saurait le dépasser. Bien sûr, il n'est pas un dieu et il lui était impossible d'éviter les erreurs ».

« Si l'on jette un coup d'œil sur l'histoire de notre parti, on peut constater que de 1935, où la position dominante du camarade Mao Zedong fut établie au sein du parti, à 1957, nous avons gagné la guerre de résistance contre le Japon et la guerre de libération, conquis le pouvoir politique à l'échelle nationale et procédé à la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, tout en effectuant sur une grande échelle l'édification socialiste. Après 1958, jusqu'à la veille de la révolution culturelle, notre parti a commis dans son travail de graves déviations. Nous étions alors trop ambitieux dans nos activités de développement économique et nous avons dans certains cas exagéré la gravité de la lutte de classe. Malgré ces bavures, la ligne du parti est cependant restée juste dans son ensemble ».

« En dix ans de révolution culturelle - de la seconde moitié de 1966 à la seconde moitié de 1976 - , le Parti a commis des erreurs navrantes. Dans toutes ces erreurs, le camarade Mao Zedong, en tant que président du parti, a bien entendu sa part de responsabilité ».

Si un bilan de l'histoire du PCC, et en particulier des 30 ans qui ont suivi la fondation de la RPC, est à l'ordre du jour du XII^e Congrès du parti convoqué pour la fin de l'année, il apparaît, dès aujourd'hui, que le camarade Mao Zedong est considéré comme un grand marxiste, un grand révolutionnaire et un grand stratège prolétarien. Que la pensée maozedong est le bien le plus précieux laissé par Mao et représente un développement du marxisme-léninisme comme application à la pratique concrète de la révolution chinoise.

On est décidément bien loin de la « démaoïsation » telle qu'elle est souvent présentée en France.

Pierre BAUBY